

I nformations **C** orrespondance **O** uvrières

SOMMAIRE

Schwartz -Hautmont	p I
Belgique :Pinnock-Pax	p 3
Liaisons	p 5
Espagne :collectivisations	p 7
Les événements	p 9
France ,les travailleurs	p IO
Viet Nam, Saïgon le 23septembre 45	p I5
Correspondance	p I8
A propos de bureaucratie	p 23
Un exemple en Grande Bretagne	p 24
Publications	p 26

LE NUMÉRO

0,60
(ou 2 timbres)

mensuel

NUMERO 69

MARS 1968

schwarz - hautmont

Ce texte est rédigé d'après des informations venues de différentes sources et non directement d'après des rapports avec des ouvriers de cette entreprise travaillant sur le chantier de la Faculté des Sciences à Paris.

La grève des ouvriers

Le 27 janvier 68 les ouvriers de cette entreprise de construction travaillant sur le chantier de la Faculté des Sciences à Paris (Halle aux Vins) sont en grève depuis 14 jours. En majorité ce sont des étrangers (portugais, algériens,..) Ils revendiquent:

- 1/ une augmentation horaire de 0.50 F. (depuis 4 années ce salaire est fixé à 3.10 pour les manoeuvres et à 4.20 pour les compagnons).
- 2/ le paiement des heures supplémentaires au tarif légal (et non sous forme de primes).
- 3/ prime de panier égale à 1h30 de salaire (pas de cantine)
- 4/ fourniture ou indemnisation pour bleus de travail et bottes
- 5/ inclusion du temps passé à se laver dans le temps de travail.

La grève semble avoir démarré spontanément et indépendamment de toute action extérieure (étudiants ou professeurs de la faculté, groupes politiques "d'extrême gauche"). Elle semble également avoir pris au dépourvu la CGT : trois jours après le début de la grève, le responsable CGT préconisait la reprise du travail et la transformation de l'action en grève perlée. Il semble aussi y avoir eu une modification bureaucratique dans le comité de grève, un chantage aux flics aux ouvriers du piquet de grève de la part de responsables CGT.

Le chantier fut complètement arrêté pendant 4 jours; puis la direction le remit en marche en y faisant entrer des ouvriers venant d'autres chantiers ou récemment embauchés (actuellement 80% des ouvriers sont des nouveaux); ce que voyant, 30 à 40 ouvriers prirent leur compte au cours de la grève. Un responsable CGT secrétaire du comité de grève, licencié au cours de la grève, fut finalement réintégré.

La grève a duré trois semaines; la reprise du travail s'est faite après l'effilochage de la grève sans que les ouvriers aient rien obtenu. De plus, les nouveaux ont été embauchés à des taux inférieurs à ceux d'avant la grève: 2.80 à 3.60 l'heure.

Il n'y eut aucune réaction de solidarité (autre que financière) des ouvriers des autres entreprises travaillant sur ce chantier; une grève n'aurait pu être efficace que totale et d'assez longue durée; sinon elle aurait été un échec total et aurait entraîné des licenciements immédiats.

L'intervention des étudiants:

Un comité de soutien fut créé parmi les étudiants de la Faculté des Sciences, composé principalement de pro-chinois et de trotskystes. Leur action de solidarité financière fut effective puisqu'ils collectèrent 1.500.000 MF et que la somme versée au cours de la grève aux ouvriers sur ces fonds fut supérieure à ce que beaucoup auraient touché sous forme d'acompte s'ils avaient travaillé. Ce qui fit d'ailleurs dire aux bonzes syndicaux et à ceux du parti que ces fonds venaient des patrons. Mais cette action était avant tout pour les militants de ces organisations une action de

propagande; le comité de soutien n'avait pas été formé par les ouvriers et il voulait finalement s'emparer de la grève et la diriger.

On peut rapprocher cette tentative de celle signalée à propos de la grève de la FN à Herstal (Belgique) (voir ICO-Juil.66-N° 50-p.I) ou à propos d'une grève de Lyon (ICO août-sept.67-N° 63-p.I)

Toute tentative de ce genre ne peut que rencontrer la méfiance, sinon l'hostilité des ouvriers. Cela facilite la propagande opposée de la CGT qui dénonçait au cours de la grève l'intervention du comité de soutien des étudiants qualifié "d'aventuriers".

L'intervention des enseignants:

Il n'en reste pas moins que les seuls appels à la solidarité vinrent de ce côté et furent accompagnés d'un appel similaire aux enseignants à une grève de solidarité et au développement de la souscription pour les ouvriers en grève. C'est surtout cette dernière intervention dans un tract du 27 janvier 68 signé d'une cinquantaine d'enseignants qui a déclenché une réponse du parti communiste dont nous donnons ci-après un large extrait. Dans cette réponse, il est tout à fait remarquable que ce sont des intellectuels qui s'en prennent à d'autres intellectuels sous prétexte qu'ils ne connaissent rien à la condition ouvrière et qu'ils n'ont pas à s'en mêler. Le P.C. défend visiblement une chasse gardée et ne saurait tolérer une incursion sur son territoire comme d'habitude. L'amalgame avec le Viet-Nam est le crois typique de leur manière de raisonner. La hargne du PC peut se comprendre si l'on sait que ce mouvement de grève de solidarité a été démarré par un ou deux membres du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESu) qui groupe un certain nombre de gens "extrémistes", pro-chinois et autres, il y a même plusieurs groupes trotskystes. Quoiqu'il en soit, il y a eu un mouvement de grève assez peu suivi dans l'ensemble. Parmi les signataires de l'appel il y a surtout une majorité de maîtres assistants et d'assistants, et peu de professeurs ou maîtres de conférences (mais si on fait le rapport, la proportion est plus forte que la proportion de la Fac).

Pendant la journée de grève, certains assistants ont fait venir des ouvriers de Schwartz-Hautmont (en grosse majorité Nord Africains et Portugais) pour s'expliquer devant les étudiants. Le doyen était furieux, mais il s'est finalement calmé. Il faut dire que quand il se passe quelque chose il a toujours l'impression qu'il est l'objet d'une attaque personnelle.

Après la démonstration de cette grève de solidarité le travail a repris le lendemain... à Schwartz-Hautmont après 3 semaines de grève les ouvriers n'ayant rien obtenu.

Une petite anecdote: à la réunion intersyndicale qui a précédé la grève de solidarité le représentant du SNESu voulait discuter de la grève Schwartz-Hautmont. Réponse de la CGT etc: la grève Schwartz-Hautmont n'est pas à l'ordre du jour de cette réunion. On en a d'ailleurs parlé il y a 15 jours.

"La grève n'est pas un jeu" c'est le titre d'un article de "Nouvelle Faculté", journal édité par le Comité du parti communiste de la Faculté des Sciences. L'article lui-même est édifiant:

" Sous la conduite de la CGT, les maçons de l'entreprise Schwartz-Hautmont aux chantiers de la Faculté ont entrepris une grève légitime et courageuse pour leurs revendications: ils se heurtent à une intransigeance patronale d'autant plus scandaleuse que notre pays a un urgent besoin de constructions universitaires nouvelles. Si les militants communistes, les militants syndicaux avec l'ensemble des personnels de toutes catégories travaillant à la Faculté ne restent pas indifférents devant une telle situation et apportent dans la mesure de leurs moyens, leur soutien aux grévistes (p.e.: liste de souscription CGT soutenue par le Comité intersyndical FEN-CGT-CFDT) que peuvent-ils penser du mouvement déclenché par certains enseignants qui déclarent se mettre en grève individuellement à ce sujet? Ceux-ci, sans même demander avis sur l'opportunité de leur démarche aux premiers intéressés: les ouvriers des chantiers en grève; passent, dans un but évident de division, par-dessus toutes les

organisations syndicales unies de la Faculté et, spéculant sur le juste sentiment de solidarité de nombreux enseignants envers la classe ouvrière, appellent leurs collègues à les suivre dans leur suspecte aventure.

"Ils accusent contre toute évidence, les organisations syndicales et notre Parti de participer à un mur du silence autour des luttes ouvrières et, protégés par une réelle sécurité d'emploi, prodiguent, en direction des maçons en lutte des conseils d'autant plus jusqu'aboutistes qu'ils ignorent tout des conditions de lutte dans le bâtiment.

"Ils s'efforcent, comme en témoignent les inscriptions répandues sur nos murs, de substituer leurs mots d'ordre aux décisions concertées par les grévistes eux-mêmes et seraient prêts à s'attribuer à peu de frais un succès acquis par d'autres quitte à faire à l'avance retomber un éventuel échec sur les syndicats et le Parti Communiste, soit disant passifs et complices du patronat.

"Les communistes de la Faculté, engagés par ailleurs dans leur lutte pour le peuple Viet-Namien, apportent leur soutien sans réserve à leurs camarades de cellule communiste des chantiers, aux militants syndicaux, à tous les maçons engagés comme des milliers de travailleurs ces jours-ci en France dans le mouvement gréviste.

"Ils rappellent que la solidarité des travailleurs, comme la grève, sont des choses sérieuses auxquelles on ne saurait sans les discréditer avoir recours en toute occasion et sans le soutien d'une large majorité de travailleurs.

"Ceux qui prétendent aujourd'hui le contraire cherchent à masquer sous des aventures à grand spectacle leur renonciation de fait à défendre avec persévérance, sur le lieu même de leur travail, et avec l'ensemble de leurs collègues, les intérêts de l'Université, gravement mis en cause par la politique du gouvernement.

"Quant aux ouvriers des chantiers ils font confiance à la CGT qui déclare dans un communiqué: "... informés de tentatives de dévoyer la grève de ses objectifs revendicatifs venant d'éléments étrangers aux ouvriers du bâtiment, l'union générale du bâtiment CGT appelle à la plus grande vigilance".

"Les communistes de la Faculté appellent à poursuivre le soutien à la souscription de l'intersyndicale en faveur des ouvriers des chantiers en grève et à renforcer dans les laboratoires les ateliers et les bureaux les luttes revendicatives unies de toutes les catégories au sein de leurs organisations syndicales respectives. "

oooooooo

belgique

PINNOCK-PAX à Herstal (banlieue de Liège).

Cette usine compte 85 ouvriers, employés et cadres; tous syndiqués, sauf deux directeurs; elle fabrique des machines à coudre et appartient depuis sept ans à un groupe anglo-australien: Pinnock International. L'usine a été modernisée pour être capable de fabriquer un modèle moderne de machine destiné au marché européen. En juin 1967, Krach frauduleux de la société et intrigues financières internationales auxquelles se trouvent associés un représentant des petits actionnaires devenu président de la société, le conseil d'entreprise de l'usine d'Herstal, le syndicat socialiste belge FGTB et le ministère des affaires économiques belge.

Cela débouche sur une proposition de renflouement de l'usine belge à condition de trouver dans le privé la moitié des capitaux nécessaires. Les ouvriers qui depuis plusieurs mois, ne travaillent plus qu'une semaine sur cinq- ce qu'ils ont subi pour éviter d'être licenciés, acceptent de chercher des prêteurs de fonds pour faire tourner l'usine. (sinon, c'est la fermeture, le chômage, la reconversion, le déplacement, tout ceci difficile dans la situation présente). Ils ne trouvent rien.

Cela fait trois mois que dure ce chômage partiel: ils sont licenciés.

Tous en bloc, refusent alors d'entériner ce fait: ils occupent l'usine décision prise à l'unanimité. Le syndicat de la métallurgie est bien forcé de suivre et s'entremet avec le ministère des Affaires économiques pour "trouver une solution". En vain. L'usine continue d'être occupée. Le syndicat paie les primes de grève et la solidarité s'organise un peu partout, en argent, en nature, en aide directe. Mais aucune publicité n'est faite à ce mouvement.

Ce que le syndicat n'a pas réussi, une délégation du personnel le tente directement. Elle prend contact avec un ancien directeur de l'usine et pour démontrer que l'usine peut tourner "valablement" tout le personnel travaille à un plan de réorganisation rationnelle de l'usine et détermine un prix de revient. Ce plan, le directeur contacté l'accepte. Le Conseil Communal d'Herstal (socialiste) accepte alors d'investir 10 millions de francs belges dans Pinnock-Pax, et remet les mandats d'administrateur correspondants au syndicat (FGTB socialiste). Mais le travail ne peut reprendre car cela dépend de la reprise de livraison de pièces japonaises (la machine à coudre en question est sous licence japonaise). Les syndicats ne trouvent plus qu'à intervenir auprès du gouvernement pour faire attribuer les indemnités de chômage réservées jusqu'à au secteur charbon-acier.

Trois ouvriers ont abandonné la grève qui en janvier, continuait depuis trois mois - l'usine étant toujours occupée.

Deux appréciations sur cette lutte:

" A Pinnock-Pax, les travailleurs, pratiquement sequestrés par les organisations syndicales continuent une lutte utilisée pour renflouer les caisses du patron" - (Voix Ouvrière de Cockerill Ougrée, N° 49- décembre 67).

" L'acte ainsi posé par une commune ... constitue un précédent dont les nombreuses communes socialistes et communistes de Wallonie pourraient s'inspirer pour faire naître un système- nécessairement intermédiaire bien sûr- de gestion paritaire ... voilà une brèche ouverte dans le mur du "monopolisme capitaliste" (Le Point Hebdomadaire catholique "progressiste" belge).

Nous pensons que ces deux jugements laissent de côté les questions essentielles. Le second est bien dans la ligne des "progressistes" qui essaient de définir des structures bureaucratiques adéquates, à la faveur des luttes mais qui préservent l'essentiel: la hiérarchie des pouvoirs, c'est-à-dire l'exploitation elle-même. La position de Voix Ouvrière se veut "révolutionnaire"; elle schématise la lutte en travailleurs "victimes" des organisations, sans lesquelles ils seraient sans doute "révolutionnaires".

Ce qui est révolutionnaire dans cette grève c'est ce qui n'apparaît pas directement mais qui se révèle par ses conséquences. C'est la volonté des travailleurs d'occuper l'usine comme un lieu dont ils sont les maîtres et de disposer de l'appareil de production dans leur intérêt. Peu importe finalement qui ils suivent ou écoutent, peu importe les solutions bâtardees qui surgissent de leur recherche. Elles ne peuvent être que des solutions capitalistes. Mais ces solutions capitalistes proposées par des travailleurs et imposées par leur lutte inversent les rapports de pouvoir: les travailleurs dirigerait et les dirigeants (patronaux, politiques, syndicaux) suivraient. C'est en raison de ce fait, que les "solutions" échouent, non parce qu'elles ne sont pas "viabiles", parce que dans cette société il est impossible que le pouvoir change de main, fut-ce abstraitement dans une unité de production dérisoire. La solution bureaucratique - vantée par Le Point- dans le cadre communal-syndical, utilise, comme d'habitude, la lutte pour "moderniser" les structures du capitalisme. Pourquoi les travailleurs s'obstinent-ils dans cette lutte sans issue? Parce que cela leur paraît normal d'agir ainsi pour défendre "leur" travail. Mais en s'obstinant à faire tourner la boîte envers et contre tout le système et toutes les combines financières et bureaucratiques, ils détruisent toute la façade de respectabilité et de "rôle affirmé" de toutes les structures existantes (y compris les "groupes révolutionnaires"). Ils se retrouvent seuls avec

leur "obstination" dans ce conflit entre leur pouvoir et le pouvoir dominant. Cette lutte peut être rapprochée d'autres luttes isolées, aussi ambiguës en apparence, aussi longues, mais tout autant significatives (grève des mineurs de Decazeville ou Roberts Arundel en Angleterre.)(voir ICO N° 61-juin 67- Nos 4 et 5 janvier et février 62)

oooooo

LICTIONS

Réunion des camarades de la région parisienne - 17 février 1968
21 présents.

I- Informations d'entreprise : voir rubrique sur les travailleurs en France.

II- Groupes et bulletins d'Informations ouvrières: plusieurs tentatives de créer sur la base d'entreprises ou sur une base régionale des organes d'informations et de liaisons sont signalées par les camarades. Nous précisons que ces tentatives sont entièrement autonomes et qu'elles ne procèdent pas d'un "mot d'ordre" d'ICO et qu'il ne s'agit pas pour ICO de récupérer ou de conseiller ceux des camarades qui peuvent animer de telles actions:

- La Commune: est animée par des travailleurs de la région Montereau-Melun et donne des informations sur les entreprises de cette région. Le premier numéro a entraîné les réactions syndicales habituelles.

- Nous parlons dans la rubrique sur les travailleurs de la tentative de créer un comité de liaison aux Etablissements Verger-Delporte.

- Travailleurs Lyonnais: bulletin de liaisons et de libres opinions de travailleurs de Lyon et de la région Rhône-Alpes dont le N° 7 est paru en janvier 68.

III- Correspondance : les lettres reçues figurent dans le présent bulletin.

IV - Lettre de deux camarades de Paris: ces camarades qui ont assisté à une réunion d'ICO à la rencontre de Taverny 1966 reprennent dans la lettre dont il est donné lecture des critiques qu'ils ont abordées déjà dans leur correspondance passée. Ces critiques concernent d'abord ICO:

"... d'abord un net recul. Même si la critique de la hiérarchie par un groupe dont la majorité sont cadres ou techniciens ou intellectuels, était assez hypocrite, elle donnait au moins une certaine tenue au journal. Or ces attaques contre la hiérarchie, sont de plus en plus rares. Les informations ouvrières sont intéressantes lorsqu'on fait une analyse pas trop superficielle de la situation et de la mentalité dans une boîte, et surtout lorsqu'il "se passe quelque chose" de non conformiste. Mais à quoi bon tous ces comptes-rendus où soit l'on dit "il ne se passe rien", soit on ne le dit pas, mais on décrit des banalités à la V.O. parce que, effectivement, il ne se passe rien que de très banal, sans parler des comptes-rendus de tracts syndicaux et d'actions syndicales !!

"En fait, c'est lié au caractère immuablement périodique du camrd: le journal doit paraître tous les mois, alors même si on n'a rien à dire on cause, on cause... et pour continuer le garnissage on se tourne vers les historiques...

"Et ces retours périodiques de défense du marxisme ou de thèses marxistes ! sans avoir encore compris ou voulu comprendre que la dictature du prolétariat

"l'état prolétarien, peu importe le nom, tel que le conçoit Marx (aussi bien dans son action militante que dans ses écrits à n'importe quelle "période") c'est tout simplement une théorisation et une justification du capitalisme d'Etat".

Ce passage montre que ces camarades gardent le même schéma simpliste et immuable du capitalisme (leur point de vue qu'ICO est formé en majorité de "radres" procède de ce point de vue); la suite de cette lettre va plus loin: elle prête à des camarades d'ICO des positions qu'ils n'ont jamais eues pour se permettre de les leur reprocher et déclarer finalement qu'ils ne voient pas pourquoi ils participeraient à ICO puisque leurs positions ont "été systématiquement critiquées sans aucune discussion possible et écartées..."

L'ensemble des camarades présents jugent inutile de poursuivre une telle discussion et de publier intégralement cette lettre.

V - Correspondance avec un camarade des Landes:

A la suite d'une lettre publiée dans ICO N° 65 (page 24-Correspondance dernière lettre) un camarade de Paris a demandé à entrer en contact avec l'auteur de cette lettre présentant ainsi sa démarche:

".. travaillant en ce moment à la réalisation d'un groupe qui n'ait pas peur de développer un programme d'action révolutionnaire, même s'il s'agit d'aller pour le moment radicalement contre le courant des idées contre-révolutionnaires staliennes ou réformistes trotskystes, je pense donc qu'il est indispensable d'avoir une vision claire des insuffisances révolutionnaires depuis le commencement de la bureaucratisation du parti bolchevik jusqu'à nos jours. Cette analyse existe, cela n'est pas nouveau ni trotskyste, mais rares sont les gens qui en parlent comme condition essentielle et première à la réalisation d'un programme révolutionnaire.

Cette demande a été transmise au camarade des Landes (espagnol) lequel a répondu une longue lettre; la lecture de cette lettre entraîne une discussion tant sur la critique de la notion de marxisme et de communisme que sur le sens des luttes dans les pays sous-développés. Un camarade se charge d'une réponse; cette correspondance sera publiée dans ICO.

VI- Réponses au texte "Espagne - A propos des collectivisations" (N° 67-p.12). (par erreur il a été mentionné "à suivre" à la fin de ce texte; il ne comporte pas de suite. Mais on l'espère c'est l'ouverture d'une discussion qui en sera la suite ainsi annoncée prématurément. Deux réponses, les seules reçues à ce jour, figurent dans ce bulletin. (Rectificatif; dans le texte (ICO de janvier) p.14, fin du 6è paragraphe, supprimer "pour tout".)

VII- Rencontre internationale 1967: distribution de la première partie du compte-rendu accompagné d'une lettre figurant dans le présent bulletin, dont le contenu reflète la brève discussion sur l'opportunité d'une nouvelle rencontre en 1968.

VIII- Autres contacts: des documents ont été prêtés à un groupe trotskyste (JCR) (sur le mouvement Zengakuren), à un groupe dissident de Pouvoir Ouvrier (sur le mouvement communiste conseil), des contacts pris avec des camarades de Chambéry-Grenoble et de Lille.

IX- Lettre des camarades de l'Internationale Situationniste répondant à la lettre d'un camarade de Paris (publiée dans le N° 65, p.27); ce camarade fera une réponse; les deux lettres seront publiées dans ICO.

X- Prochaines réunions d'ICO: 2 MARS 1968: réunion spéciale à partir du texte "réponse à ICO" diffusé auprès des camarades de Paris.
23 MARS 1968: réunion mensuelle habituelle.

XI- Mise au point:

Dans la publication hollandaise "De Vrije" (Le Libertaire) en date du 11 décembre 1967, organe d'un groupe anarchiste hollandais, il a été cité des passages d'un texte diffusé en Espagne par des étudiants de l'Université de Barcelone sur les commissions Ouvrières, reproduit intégralement dans ICO (N° 63- août-septembre 1967); mais ces citations étaient accompagnées de commentaires tendancieux:

- présentant le texte comme exprimant les positions d'ICO.
- omettant (et pour cause) les quelques lignes de présentation qui exprimaient un désaccord fondamental avec ledit texte.

Les camarades hollandais du groupe communiste de conseil (acte et Pensée) ont tenté de faire insérer par De Vrije une mise au point rétablissant l'exactitude des faits. Ils se sont heurtés à une fin de non recevoir et ont alors publié leur opinion sur cette attitude dans leur bulletin. Une lettre sera adressée à De Vrije pour protester contre cette fausse présentation des positions d'ICO. La publication de ce texte, publié comme documents voulait montrer quelle forme, dans le contexte particulier de l'Espagne actuelle, la notion de parti pouvait prendre. Cette notion même dans sa forme "moderne" d'organisation pour les conseils ou pour l'autogestion avait fait l'objet de critiques dans ICO.

XII- Préalablement à la réunion, un objecteur de conscience avait exposé devant quelques camarades la situation actuelle des objecteurs en France. Un texte sera fait résumant cet exposé.

Une erreur dans l'expédition du dernier numéro a fait que des camarades ont reçu sans raison une lettre de rappel. Qu'ils n'en tiennent compte que si effectivement ils doivent renouveler leur abonnement.

ooooo

espagne

A. Propos des COLLECTIVISATIONS:

Les deux lettres qui suivent répondent au texte publié dans le N° 67- janvier 68- page 12.

- d'un camarade espagnol des Landes: " le camarade qui vous a envoyé cet écrit dit dans le 4^e paragraphe " Nous avons vu l'état capitaliste sauter en mille morceaux..." Ce fut vrai, et je compléterai avec ce qu'il dit dans le 5^e paragraphe: " naturellement, à mesure que le conflit se prolonge, l'aspect de la lutte change petit à petit pour devenir finalement une guerre de caractère national et même nationaliste".

" Ceci est vrai parce que toute révolution n'est qu'une lutte de minorités à l'intérieur d'une nation. La lutte est provoquée par les appréciations différentes de ces minorités, soient-elles d'ordre religieux, comme dans un passé lointain, économique ou politique plus récemment, ou vulgairement clanistes comme celles que nous voyons aujourd'hui. L'enjeu est toujours le même, la possession de la nation. En Espagne, l'erreur, s'il y eut erreur, fut de ne pas avoir été dans les villes, assez énergiques pour s'imposer par l'organisation immédiate de ce Pierre Besnard appelait "l'Ordre Nouveau". Ceci impliquait la possession de tous les moyens de production et de distribution par les syndicats, comme cela fut fait dans la grande majorité des campagnes avec l'appui solidaire de l'U.G.T. (organisation syndicale sociale-démocrate).

Les collectivités de production, telles qu'elles furent réalisées en Espagne dans les grandes villes, ne sont pas une orientation vraiment révolutionnaire au sens anarchosindicaliste du mot révolution. Oui elles permirent l'émancipation des

travailleurs qui les composaient, si elles étaient riches, mais le reste de la communauté sociale ne bénéficiait qu'indirectement, comme dans le système capitaliste ou communiste de leur richesse, la production leur appartenait et les décisions aussi, les syndicats étaient leurs protecteurs et se limitaient à ce rôle. Laissons de côté ce que les gens ont pu écrire avant, pendant et après; les faits sont là et c'est sur les faits qu'il faut juger. Elles auraient été vraiment révolutionnaires si les syndicats d'industrie correspondants CNT-UGT avaient exercé le droit de responsables directs de tout le développement depuis l'Organisation interne de l'administration (respectant les accords des intéressés dans l'entreprise), de la production et de la disposition de celle-ci. Ainsi la Fédération ou Confédération nationale d'Industrie Collectivisées aurait rempli son rôle d'organisme solidaire national, ce qui ne fut pas le cas, seulement d'Industrie ferroviaire CNT-UGT accomplit ce devoir révolutionnaire. N'oublions jamais que nous luttons pour une société équitable dans tous les ordres de la vie sociale, et non pas pour un privilège particulier d'une minorité quelconque; et c'est dans ce sens solidaire que nous devons orienter notre révolution aussi bien dans sa phase préliminaire que pendant la révolution. D'abord je dirais que je ne crois pas à l'application immédiate de l'orientation révolutionnaire si préalablement nous n'avons pas déterminé et préparé les cadres qui doivent orienter cette révolution. Vous voyez très clairement la résistance qui fait la bourgeoisie française actuellement contre l'admission dans son cadre administratif des représentants syndicaux. La clef de notre révolution se trouve là; si nous ne sommes pas capables de maîtriser les inconvénients administratifs d'une entreprise par méconnaissances techniques, notre sacrifice tomberait forcément dans l'intérêt d'un Etat Totalitaire par la simple pagaie qu'implique la désorganisation économique nationale. La force de tous les partis autoritaires, soit fascistes, communistes ou entre les deux, comme nous voyons actuellement un peu partout, se trouve là, et de là aussi, l'organisation méthodique du pourrissement des états qui ne sont pas encore arrivés à être leur proie. C'est le cas de l'Angleterre actuelle. Notre erreur en Espagne venait et c'est encore, de ce que le prétendu puritanisme ou orthodoxie, prétendait que le syndicalisme était un organisme autoritaire et une arme à double tranchant, et ceci explique la conduite inconsciente de la plus grande partie des révolutionnaires dans les villes, réduisant les syndicats à de vulgaires associations de contrôle des travailleurs tel que c'est dans les pays communistes ou simplement fascistes. C'est là que se trouve l'origine de la déviation de notre révolution.

"Ayant renoncé à la révolution ouvrière ou prolétarienne, qui nous aurait permis par le fait psychologique, d'avoir la sympathie générale de la classe ouvrière, comme ce fut le cas dans les campagnes, nous tombâmes dans les alliances politiques que défigurèrent toute la lutte, transformant la révolution, lutte des minorités en lutte nationale, mieux dit, lutte politique pour laquelle nous n'étions pas préparés et dans laquelle nous perdîmes tous les avantages que nous avions conquis au commencement, même la sympathie de la classe ouvrière, celle-ci dans la souffrance la privation et la lutte interne dans les partis, coalition communo-socialiste contre la CNT non seulement dans les fronts; mais encouragés par notre passivité les socialo-communistes attaquèrent ce que nous avions fait de plus révolutionnaire, les collectifs dans les campagnes. Pour eux, la révolution n'avait pas perdu son sens, l'éternelle lutte des minorités, pour nous, c'était un cas national, gagner la guerre, et ainsi nous gagnâmes l'exil sans pouvoir réaliser la "segunda vuelta" comme c'était le seul espoir, seconde manche, lutte sans merci contre les communo-socialistes qui trahirent la guerre et la révolution, la nôtre, non la leur, pour qui la classe ouvrière n'est qu'un ensemble de moutons qu'il faut guider à la cravache, comme nous le voyons partout où ils ont dominé et où ils essaient de le faire (Viet-Nam).

"La révolution doit être une chose sacrée pour la classe ouvrière, et elle ne doit pas permettre à personne de prendre sa place, tous les pères putatifs qui se pressent comme sauveurs sont de mauvais bergers comme ce fut en Espagne pendant la révolution, comme cela l'était en Russie (URSS) et ses satellites, comme c'est au Viet-Nam aujourd'hui, et comme c'est en France actuellement avec leurs grèves décourageantes pour faciliter la tâche de ceux qui gouvernent, leurs plus proches alliés dans

le pourrissement de ce que nous appelons la gauche, comme ils ont fait en Angleterre ces derniers temps contre le gouvernement Wilson, et ils essaient de faire aux Etats-Unis, non pas pour aider le Viet-Nam comme ils disent, non, mais pour créer ou faciliter la création d'un Etat fasciste qu'obligerait le peuple américain à se trouver sans appui, que c'est leur propos. Une fois dans la terreur telle que nous l'avions en Espagne à la fin, leur tâche est plus facile, nous le voyons bien clairement aujourd'hui après avoir collaboré avec les fascistes, ce qui leur a permis de mettre en place leur organisation, riche comme elle ne fut jamais, ils prétendent dominer la classe ouvrière avec leurs prétendues "Commissions Ouvrières", évitant ainsi le développement syndicaliste des autres organisations authentiquement ouvrières. Ils disent "entre nous et le fascisme, il n'y a rien", phrase que Malraux a prise pour le gaullisme. Je dirai que pour la classe ouvrière entre le Communisme et le Fascisme il n'y a pas de différence!

- d'un camarade de Paris:

"...l'article sur l'Espagne. Là encore, à vouloir trop prouver, c'est-à-dire que les syndicats, même anarchos ne sont bons à rien, on va un peu loin. Dire que la CNT n'avait pas prévu comment les paysans et les ouvriers allaient s'organiser après le putsch de France, c'est peut-être vrai, mais enfin les idées communistes libertaires étaient quand même largement répandues; elles ont dû aider à faire les communautés et surtout, celui qui écrit l'article oublie simplement de dire que ceux qui étaient à la tête de la constitution des communautés étaient des membres de la CNT. C'est quand même bien dans les régions où la CNT était le plus fortement implantée que le mouvement communautaire a été le plus fort, non? On prenant le contrepied de tout on peut toujours affirmer n'importe quoi. Il s'agit seulement de savoir à quoi cela mène."

oooooooo

les événements

L'intensification de la guerre au Viet-Nam, les mesures protectionnistes prises par les USA, l'acuité de la compétition économique entre états, la crise larvée qui semble s'installer un peu partout et prend des visages politiques divers, le changement d'orientation de la politique russe à propos du Viet-Nam et le reflet dans la politique des partis communistes, la conférence de Budapest, etc.. autant de questions qui s'imposent de plus en plus à notre réflexion.

Il n'y a pas ces problèmes et les autres: tout est interdépendant. Une analyse critique du capitalisme qui n'est pas une analyse mondiale est d'avance fautive. Si elle n'inclut pas notre vie de travailleur, la famine en Indes et la peau d'un Viet-Cong à 350.000 dollars (ou plus) c'est que nous refusons de voir la propre réalité de notre lutte ou bien notre compréhension est bornée par l'effet des propagandes ou l'adhésion à un impérialisme.

Il nous appartient de réfléchir à tous ces problèmes. C'est à quoi nous convie un de nos camarades de province:

"... j'avais déjà parlé de durcissement soviétique. Il semble se confirmer. Nord-Vietnamiens et Viet-Cong n'ont pu se lancer dans une telle entreprise sans avoir reçu depuis quelques mois une aide substantielle en armes de toutes sortes. Mais ce qui me semble le plus significatif, c'est ce que Tixier-Vignancourt a fort bien vu, le changement d'attitude du PC français. "Victoire au Viet-Nam" au lieu de "Paix au Viet-Nam" (les trotskystes doivent jubiler), et c'est Waldeck qui a lui-même

pris l'affaire en mains.

"L'hypothèse grand baroud sur le terrain et orchestration internationale avant des pourparlers me paraît trop fragile. C'est plus sérieux et les USA sont pris de court. Prolonger la durée du service militaire comme on en parle, c'est mobiliser. En attendant de mobiliser plus encore! En ce qui concerne les USA maintenant c'est bien acquis, il ne s'agit plus d'une guerre permettant un régime de croisière de haut niveau de l'industrie. Les difficultés financières et budgétaires le prouvent.

"Mais l'important n'est pas tout cela. C'est avant tout que nous devons nous aussi durcir notre position. Finies les hésitations afin de ne pas prendre les gens à rebrousse poil. La guerre du Viet-Nam n'est pas en tout cas n'est plus, une guerre anti-impérialiste, c'est comme nous l'avions dit une guerre entre impérialismes qui s'affrontent de plus en plus directement tout en conservant la façade. Dans l'état actuel des opérations militaires, même si l'URSS lâchait (c'est peu probable tout de suite car elle rattrape son prestige effrité depuis l'affaire de Cuba), c'est la Chine qui serait obligée de faire front. Telle est mon impression sur l'avenir proche. Il est difficile d'imaginer que les USA puissent laisser traîner les choses à cause des élections. C'est le dollar qui ferait les frais d'une perte de prestige. Car ce n'est ni l'or, ni la puissance industrielle qui garantissent la monnaie, c'est la force armée et son utilisation victorieuse. La plus énorme puissance industrielle ne serait rien sans une règle de jeu imposée par les armes ou la menace de celles-ci. On le perçoit nettement depuis quelques mois avec la remise en question de cette règle du jeu et des instances et organismes internationaux chargés de l'appliquer.- tout ça parce que l'impérialisme US subit des revers.

"Donc, au diable l'anti-impérialisme, les réactions sentimentales, et tout ce qui pourrait nous entraîner dans une guerre typiquement impérialiste.

"Sous quelle forme aborder le sujet dans le Bulletin? Peut-être comme pour le Moyen-Orient, provoquer une confrontation des appréciations?

"Que l'offensive Viet-Cong foire ou progresse, le coup est dur pour les USA qui devraient riposter. N'importe comment, c'est devant nous, toute une période d'intoxication en perspective. Il faut refroidir les esprits dans la mesure de nos moyens, donc par ICO. Ça ne va pas être facile. Cette fois, pas de question juive pour diviser la "gauche".

"Bien entendu un tas de questions peuvent se poser: le FNL craignant de faire les frais d'un compromis se lance dans une folle entreprise, le baroud d'honneur d'Hanoi et FNL réunis comme je disais plus haut, et un tas d'autres hypothèses. Ça ne change rien au fait de l'intoxication qui gagne, et contre laquelle il faut s'opposer."

oooooooo

France des travailleurs

Billancourt:

C'est toujours la même politique systématique de déclassement, de chicaneries sur les contrôles (par exemple retirer des heures pour "mauvaise présentation" des pièces), de sanctions, contre les jeunes pour violences, mauvaises paroles, etc.; mais en même temps on embauche... Un autre exemple de sanction: 2 jours de mise à pied pour s'être fait piquer à boire un verre de vin. Sanction impensable il y a quelques années. Seules réactions notamment de la part des jeunes qui réagissent le plus violemment à ces brimades- ce qui est le prétexte d'autres brimades- des débrayages, d'une heure mais ça ne va pas plus loin.

Pendant ce temps la CGT fait sa propagande pour le Congrès: sous la

forme d'une tombola.

Action des syndicats- par tracts- qui protestent contre la limitation des heures de grève autorisées à 9h par an dans les accords Renault. Au-delà, il y a abatement sur les primes. Pourtant, ils ont signé ça sans broncher il y a plusieurs années. Il paraît que ça freine les luttes aujourd'hui- sans doute parce que leur politique présente d'agitation a besoin d'un soutien ouvrier plus étendu. Alors "ils luttent" pour supprimer l'abattement.

Hors cela, la lutte pour la victoire au Viet-Nam bat son plein...

Dans un article du Combat Syndicaliste, Renault était présenté comme une entreprise spécialisée dans la chasse aux délégués syndicaux; renseignements pris il s'agit d'une succursale de Renault. Parce que ce point de vue est totalement inexact en ce qui concerne les grosses unités de Renault, spécialement Billancourt. La grosse majorité des délégués syndicaux de toutes tendances sont dans la ligne de la "fonction syndicale" au sein de l'entreprise: ils jouissent de privilèges garantis par la direction sont respectés des cadres, et jouent bien, consciemment ou non, le rôle d'intermédiaires-exécutants-dirigeants- dans le sens requis par une usine de grande dimension. Quant à ceux qui prennent au sérieux leur rôle de défenseur des travailleurs, ils peuvent longtemps l'assumer, victimes des syndicats d'abord, avant même souvent de l'être de la maîtrise. D'ailleurs les brimades diverses (mutations, etc..) ne sont pas le lot des seuls délégués qui tenteraient de se battre, elles sont aussi distribuées couramment à tous ceux qui -même individuellement- essaient de lutter contre une emprise -- toujours plus grande du travail.

Matériel d'imprimerie: Paris- petite boîte-

L'impression générale, recoupée par des copains d'autres entreprises, est que le patronat passe à une contre offensive depuis quelque temps. Les tolérances dans le travail sont peu à peu mises en question: petites beuveries traditionnelles sur le travail, arrivée juste à l'heure, être habillé avant l'heure, etc..; maintenant la discipline se resserre partout: il faut arriver cinq minutes avant l'heure pour pointer au poste de travail et s'habiller après l'heure. Compression d'effectifs au moins de 10% pour un même travail. Si le rendement personnel est insuffisant, les salaires sont bloqués, on passe à côté des augmentations. Aucune réaction syndicale. Le développement de la "lutte pour le Viet-Nam" semble une planche de salut pour récupérer ceux qui s'impatientent et notamment les jeunes. De la sorte on peut dévier sur un problème différent, hors de la production, la combativité qui tend à s'y développer: le patronat a carte blanche pour "mettre en ordre" son entreprise et les syndicats ont une "activité" paravent de l'inaction sur le plan des salaires.

Verger-Delporte: bâtiment- Paris.

Cette entreprise compte entre 1500 et 2000 ouvriers; il n'y a pas de syndicats mais un comité d'entreprise maison. Régulièrement la direction passe dans la presse des communiqués célébrant l'efficacité de son paternalisme, mis au goût du jour. Un groupe de travailleurs de l'entreprise, dans le but d'établir des liaisons entre les différents chantiers a diffusé un tract dont voici des extraits:

"Pourquoi ce Tract?"

Dans le but d'organiser une Liaison entre les ouvriers de la V.D.

De réunir les camarades des différents chantiers pour discuter des problèmes nous concernant (salaires, conditions de travail, etc..)

Cette liaison sur l'ensemble de l'entreprise ne se fera pas du jour au lendemain, cela dépendra de votre volonté d'y participer activement.

Camarades, il est inutile de pleurer sur notre sort, en nous disant que nous ne pouvons rien faire.

IL FAUT LUTTER

Vous qui serez d'accord avec la création de cette liaison, la première lutte à mener sera de discuter et de convaincre les camarades hésitants ou indifférents à nous rejoindre.

La tâche que nous nous donnons n'a rien de spectaculaire, ne croyez pas que le fait d'avoir cette union améliorera dans l'immédiat notre situation; mais cela peut être le premier pas vers une organisation de lutte contre nos exploités.

Un bâtiment ne se fait pas en quelques jours, cela demande des mois et des années d'efforts de travail.

Ce que nous vous proposons demande aussi du travail et des efforts et ce après le boulot et même pendant.

CAMARADES SI NOUS VOULONS CHANGER NOTRE SORT
NOUS NE POUVONS COMPTER QUE SUR NOUS MEMES.

Ce tract n'a rencontré pratiquement jusqu'à présent aucun écho. Sauf la méfiance de certains qui y voient une manoeuvre du patron parce qu'une adresse de boîte postale y était mentionnée.

Ces camarades veulent persévérer et continuer à publier régulièrement des tracts d'information.

Livre: -Paris.

La crise continue. Le patronat l'utilise (ou la provoque) pour réduire les salaires et accroître la productivité. L'imprimerie Paul Dupont a été rachetée par la Société Nationale des Entreprises de Presse. Tous les licenciements ont été maintenus pour l'ensemble du personnel dans deux mois; mais moins de deux cents ont été réembauchés pour 15 jours supplémentaires et le bruit court que tout ça n'est pas tout à fait définitif. Cela maintient un esprit de terreur et il est possible que d'autres réembauchages se fassent à des tarifs inférieurs aux salaires actuels (c'est une boîte très ancienne où s'ajoutent aux salaires de base des primes d'ancienneté, des qualifications, etc. - tous ces avantages seraient perdus en cas de réembauchage).
Aucun tract du syndicat du livre CGT. Un tract du PC qui parle, dans le vague, de lutte contre le chômage, la misère, etc.. Comme la SNEP est dominée par les stalinien, il est vraisemblable qu'outre le rabais sur les salaires, le tri au réembauchage sera fait selon le conformisme politique. C'est aussi une des raisons probables du silence du syndicat du livre.

Dans le livre (Labour) des accords syndicat-patronat avaient l'an passé accordé un congé supplémentaire d'hiver - 4 jours d'abord- 5 jours l'an prochain. Cette année la CGT a accepté "à cause des mauvaises affaires des patrons" de réduire ce congé d'hiver à 3 jours et demi.

Enseignement technique: banlieue de Paris.

Les "journées de grève" comme celle du 26 février marquent un clivage entre la cellule communiste et les autres enseignants syndiqués CGT: pour eux cela signifie la perte d'une journée de salaire pour rien. Un camarade de travail est l'objet de persécutions systématiques par un petit bonze du parti, bras droit du directeur du centre, en raison de son refus d'adhérer à la CGT. Il vient d'être muté "disciplinairement" dans un autre centre, manifestement pour délit d'opinion, mais avec comme prétexte qu'il ne fait pas bien son travail. La cellule fait semblant d'exprimer une vague charité; aucune solidarité des autres enseignants, la majorité n'est pas titulaire et n'ose pas bouger.

Informations diverses:

-Citroën (Paris) : réduction des horaires.

-C.G.C.T. (industrie électrique-Paris): le transfert de l'usine dans le Pas-de-Calais se fait progressivement, les chaînes étant arrêtées au fur et à mesure de leur mise en route dans la nouvelle usine. Les ouvrières reçoivent leur préavis de licenciement de 2 mois et sont mutés alors sur d'autres chaînes et après 15 jours d'essai déclassés de sorte que leur salaire de préavis est réduit souvent de 5 frs à 3 frs de l'heure. Si elles protestent ou refusent c'est la porte sans indemnité de licenciement. Aucune réaction collective.

-heures supplémentaires: dans le livre l'horaire légal obligatoire reste de 40h. Un patron ne peut le porter à plus de 40h. De sorte qu'un travailleur a la possibilité d'accepter ou de refuser de faire des heures même si le patron juge que c'est nécessaire pour faire face à un travail urgent. Mais dans les accords CGT-patronat, il est précisé que ce refus ne peut pas être systématique et que l'ouvrier doit se montrer "solidaire" en face des besoins de l'entreprise; de sorte que même s'il est hostile aux heures supplémentaires, un ouvrier ne peut pas se battre pour le principe: il doit de temps à autre faire des heures pour montrer qu'il est coopérant.

Bureau de Dessin- Paris

Tous appartiennent à "l'aristocratie ouvrière" et ils montrent un esprit ouvert de collaboration de classe. Salaire moyen, environ 2000 frs par mois (d'après les camarades d'autres entreprises, c'est sensiblement supérieur aux salaires des dessinateurs dont la rémunération mensuelle dans l'industrie varie entre 900 et 1400 Frs). Une section syndicale CGT vient d'être créée, regroupant 50 dessinateurs sur 55; ce fait n'a d'autre sens que de montrer l'orientation de la CGT vers les cadres et les couches supérieures du salariat.

L'horaire est de 44h, il n'y a jamais d'heures supplémentaires. Ici aussi, une pression se fait sentir pour accroître le rendement et diminuer les salaires: la prime de fin d'année a été supprimée et 10 dessinateurs ont été virés; d'autres bruits de licenciements sont lancés; mais il n'y a pas d'épreuve de force; tout se déroule dans le cadre juridique légal.

Assurances Générales:

Cela s'est passé le vendredi 16 février, en début d'après-midi au service compte courants-département technique, fonction administrative Vie. C'est le mardi Gras: une employée a acheté un masque pour ses petits-enfants et le montre à ses collègues. Un employé du Palais-Royal, depuis 5 mois au service des AG Vie, s'en empare le met sur sa figure, et tout le monde éclate de rire. Tout le monde, sauf un seul. Sauf un AM 3 proposé sous-chef depuis 4 ans, en mal de nomination, en relation d'affaire avec le chef de division, s'évertuant à faire tout ce qu'il peut pour décrocher sa timbale. Lui ne rit pas, mais trouve là matière à réprimande.

L'employé du Palais-Royal, interloqué, répond simplement: "oh doucement, doucement". Sans doute l'AM 3 est-il sourd. Il tient "son affaire". Il se dit gravement offensé. Aussitôt il fait son rapport au chef adjoint et saute sur le chef de division dès son arrivée à 15 heures. Celui-ci saute aussi sur l'occasion, cela devient une affaire d'état. Comme il le déclarera lui-même après aux employés du service: "ce n'est pas X. l'(employé du Palais-Royal) qui est en cause, j'ai voulu faire un exemple. Je vous donne X. c'est un bon employé bien qu'il soit un peu farfelu" avait dit le chef de division lui-même quelques jours auparavant. C'est donc bien une question de discipline, pas une question de travail. La suite montre bien que c'est cela. Avant même que les employés du service révoltés par cet incident, aient eu le temps de se retourner et de faire quoi que ce soit le chef de division avait obligé l'employé à "donner sa démission" et avait fait toutes les formalités pour son départ au bureau

du personnel. Et lorsque tous les employés du service occupèrent le bureau du chef de division celui-ci les amusa avec sa petite histoire et c'est à un mur qu'ils tentèrent en vain d'expliquer comment les choses s'étaient réellement passées. Outre les paroles déjà citées il leur dit qu'il ne tolérerait pas qu'un cadre soit injurié (on se demande quel cadre l'avait été).

Il y aurait beaucoup de choses à dire : qu'un employé du Palais-Royal c'est un sous-employé dont les cadres peuvent disposer à volonté sans se soucier des conséquences; dans d'autres métiers il y a les algériens, les portugais.. nous on a les Palais-Royal. Il y a les jeunes que les cadres tentent de "mater" simplement parce qu'ils veulent vivre et non pas crever à petit feu à l'ombre des bureaux. ...

Mais ce n'est pas parce que c'est injuste et révoltant que nous devons tous réfléchir à cette action d'éclat. C'est parce que c'est un exemple.

Un exemple qui se situe dans la bonne ligne de la politique de la direction: la concentration, l'automation, la productivité, les cadences accrues, la chasse aux temps morts.. Beaucoup de cadres savent que leurs places ou leurs ambitions sont en cause: moins ils se sentiront sûrs d'eux, plus ils essaieront par un zèle de ce genre de gagner leur réputation de meneurs d'hommes à défaut d'autre chose.

... Ce sont les employés du service intéressé qui ont eux-mêmes jugé que ce qui leur était advenu devait être connu de tous et qui, pour ce faire, ont payé les frais du tirage de ce bulletin.

(aux dernières nouvelles, l'employé du Palais-Royal était toujours sans emploi et se demandait ce que le chef de division avait bien pu dire à l'office qui est son véritable patron).

(extrait du Bulletin Assurances Générales).

quel sens donner à une telle action de la part des employés d'un service d'une société d'assurances. On peut considérer qu'elle n'a pas donné pratiquement de résultat puisque le licenciement a été maintenu, que l'action en question s'est finalement limité à une protestation sans aucun débrayage donc d'avance inefficace (il est certain qu'un débrayage ne l'aurait pas été plus). Mais on peut pourtant en tirer plusieurs constatations:

-les employés ont eu une attitude active et finalement en voulant défendre un autre employé ils ont retourné la situation : au lieu d'avoir peur, ce sont eux qui font peur (cela continue car l'agent de maîtrise, origine de toute l'histoire, est mis en quarantaine), au lieu de garder l'affaire dans le cercle limité du service ils ont voulu la faire connaître aux 3000 employés des A.G.

-à aucun moment, dans ce qu'ils ont fait, ils n'ont pensé à recourir aux syndicats. Pourtant la majorité des employés de ce service sont syndiqués aux différents syndicats. Ils ont fait tout par eux-mêmes, n'utilisant le canal du "bulletin Assurances Générales" que comme moyen de réalisation matériel de ce qu'ils voulaient atteindre. Bien qu'à une échelle très réduite, on peut en conclure que ces travailleurs utilisent les syndicats quand ils sont forcés de les utiliser (un peu comme on utilise par force le métro pour venir travailler chaque matin) dans ce qui concerne "l'organisation" du travail, et l'ignorent quand leur action concerne les rapports directs avec la hiérarchie, c'est-à-dire les conditions de travail. Il ne faut pas conclure de ce qui précède que les choses se passent toujours ainsi. Une telle action peut aussi se passer par le canal du syndicat ou du délégué par exemple lorsque celui-ci se trouve dans le service considéré, et prendre alors un tour plus ambigu: démarches à la direction, etc.. Mais aussi dans ce cas et dans d'autres, l'action autonome peut prendre des formes plus individualisées (représailles plus soumoises contre les responsables), plus discrètes et pas du tout apparentes pour qui ne connaît pas quotidiennement le travail dans le service considéré.

Jeumont:

Ce mois-ci nous avons eu chez Jeumont-Schneider à La Plaine, deux mouvements: celui des techniciens de la Plateforme et celui des fraiseurs.

Le premier a commencé sans intervention extérieure. Les travailleurs prenant conscience de leur situation ont réclamé à l'unanimité:

-1°/ 120 frs d'augmentation au mois pour tous.

-2°/ passage au mois des copains payés à l'heure.

Après entrevue et refus de la direction, plusieurs débrayages ont suivi (à la suite desquels les chefs se sont chargés, non sans mal, sous l'oeil amusé des travailleurs présents, d'effectuer les essais nécessaires à la réception du gros matériel par les clients).

Quelques jours plus tard le mouvement a été coiffé par les syndicats et la lutte est rentrée dans le cadre légal et hiérarchique (nombre de points, mérites, diplômes, ancienneté, etc...) en perdant le caractère autonome qu'elle avait au début...

Les fraiseurs ont agi par l'intermédiaire des délégués mais en gardant l'initiative pour les revendications - 0.50 frs de l'heure- et les méthodes de lutte-grève illimitée. Revendications égalitaires et méthodes de lutte qu'aucun syndicat ne préconise à l'heure actuelle.

Cette situation a provoqué dans toutes les équipes des manifestations de solidarité. Des quêtes ont été faites spontanément dans les ateliers (1800 Frs), et les uns après les autres, et souvent ensemble, ont débrayé en adoptant les 0.50 frs comme mot d'ordre. Ces débrayages ont été massifs, parmi les horaires (pas de mensuels sauf les techniciens de la Plateforme), mais limités dans le temps.

Les délégués CGT un peu bousculés par les initiatives des travailleurs ont rapidement pris en main l'ensemble du mouvement devenu classique. Ceux de la CFDT ont été absents, sauf pour la quête au drapeau (tricolore) organisée par les syndicats.

La direction générale de la boîte a dépêché en avance son représentant "social" qui a confirmé aux délégués le traditionnel 2% et d'une façon vague beaucoup de promesses: peut-être 2.5%, réajustements chez les horaires, chez les mensuels, etc....

L'assemblée où les délégués nous ont fait ce compte-rendu a marqué une étape. Les fraiseurs, qu'on menaçait d'envoyer leur travail à l'extérieur, après 8 jours de grève, se sont alignés sur l'ensemble (débrayages) et ont repris le travail.

L'autre alternative, la grève générale et illimitée dans l'usine, n'est à l'heure actuelle envisagée par personne, et l'idée même n'en est défendue que par une minorité, en général les plus jeunes. Notons que l'équipe des fraiseurs est en grande partie formée de jeunes ouvriers et qu'à la Plateforme ce sont les jeunes qui ont joué le rôle principal.

oooooooo

Viet-Minh

L'insurrection de Saïgon - 23 septembre 1945

Le Comité Viet-Minh dans le but d'obtenir sa reconnaissance par les Anglais comme gouvernement de facto fit tout pour montrer son pouvoir et sa capacité de "maintenir l'ordre". Il ordonna par voie de presse la dissolution de tous les groupes armés et la remise des armes à sa propre police. La milice viet-minh, appelée "garde républicaine" (Cong-hoà-vê-binh) eut avec cette police le monopole légal du port des armes. Etaient visés non seulement les sectes religieuses Cao-dai et Hoà-hac, mais aussi les comités ouvriers, la Jeunesse d'avant-garde et les groupes d'auto-défense, d'aut-à-

dire tous ceux qui se trouvaient hors du contrôle viet-minh.

Les trotskystes du groupe Tia-sang (l'Étincelle) devant la perspective imminente d'un affrontement inévitable avec les forces militaires anglaises et françaises, appellent par tracts à la formation de comités d'action populaires (tô-chuc-uy-ban hành-dông) et à l'armement du peuple (thiêt-lập dân-quân) en vue de la constitution d'une assemblée populaire, organe de lutte pour l'indépendance nationale. Les ouvriers du dépôt de tramways de Go-váp, à quelque huit kilomètres de Saïgon, aidés des militants du groupe Tia-sang, organisent une milice et invitent les ouvriers de la région Saïgon-Cholon à s'armer et à se préparer au combat.

Le Comité viet-minh avant de quitter la ville, fait coller partout des papillons - la presse étant interdite et la loi martiale proclamée par Gracy dès le 22 - invitant la population à se disperser à la campagne et à "rester calme car le gouvernement espère arriver à négocier". Une psychose d'insécurité règne dans la ville qui se vide peu à peu d'une partie de sa population vietnamienne. Dans la nuit du 22 au 23, les français, réarmés et appuyés par les Gurkhas, réoccupent pratiquement sans résistance les commissariats de police, la Sûreté, la Poste, le Trésor, l'Hôtel de Ville... La nouvelle qui se répand comme une traînée de poudre, déclenche l'insurrection dans les quartiers populaires et les faubourgs de la ville. De partout, des détonations sèches déchirent la nuit: c'est l'explosion spontanée des masses. Personne ne peut avoir une vue globale d'événements de cet ordre. Nous recueillons ici les souvenirs de deux témoins plus ou moins acteurs dans le drame. Des arbres abattus, des véhicules renversés, du mobilier divers entassés dans les rues, telles sont les ébauches de barricades qui s'improvisent aussitôt pour empêcher le passage des patrouilles et le déploiement des troupes impérialistes. Les insurgés se tiennent cachés à proximité. Si le centre de la ville est sous le contrôle des français secondés par les Gurkhas et les Japonais, la périphérie et les faubourgs (Khanh-hôi, Cáu-kho, Bàn-co, Phu-nhuân, Tân-dinh, Thi-nghè..) habitat des pauvres, appartiennent aux insurgés: comités populaires, Jeunes d'avant-garde, garde républicaine, cao-daïstes... Les français rencontrés sont abattus; les fonctionnaires cruels de l'ancien régime, les policiers réputés tortionnaires repérés depuis longtemps par la population, sont mis à mort et jetés dans l'Arroyo chinois. Le racisme entretenu par quatre-vingts ans de domination, par le mépris de l'homme blanc à l'égard de l'homme jaune, marque de son sceau aveugle les violences populaires qui éclatent en ces heures critiques. Le massacre d'une centaine de civils français de la cité Héraud à Tân-dinh, le 25, en est une illustration douloureuse. La menace de certains français, répandue en ville, de "faire la peau aux annamites pour en tirer des sandales" s'est retournée contre tous les blancs.

Des fouilles et des perquisitions systématiques dans le centre n'empêchent pas les insurgés de mettre le feu à la Compagnie du caoutchouc manufacturé, aux entrepôts, etc.. Dans la nuit du 23 au 24, le commissariat du port est attaqué sans résultat par les guérilleros. Le 24, les insurgés contre-attaquent: des groupes descendent la rue de Verdun et remontent le boulevard de la Somme, convergeant vers le marché; dans la nuit, le marché brûle. Il n'y a plus à Saïgon ni eau, ni électricité, ni ravitaillement et chacun vit dans une "ambiance de massacre et de famine". Tandis que chaque jour les français tentent d'élargir le cercle de leur contrôle, des groupes armés divers s'organisent en guérilla tout autour de la ville. Le Comité viet-minh déclare alors dans un tract: " les français ... prennent plaisir à assassiner notre peuple. Une seule réponse s'impose: appliquer le décret du blocus alimentaire. Les soldats français pris seront mis à mort." Il conserve cependant l'espoir de s'entendre avec les anglais et dans l'attente du corps expéditionnaire français dirigé par le général Leclerc. Gracy réussit à engager des conversations avec lui, et une trêve est annoncée le premier octobre. Le 3, Leclerc arrive, avec mission de "rétablir l'ordre" et "construire une Indochine forte au sein de la communauté française". Les commandos du Triomphant défilent rue Catinat et les drapeaux tricolores flottent de nouveau aux fenêtres. Les conversations continuent et n'ont d'autre résultat que le libre passage des troupes anglaises et japonaises dans les zones contrôlées par les insurgés; c'est le Comité viet-minh

qui, suivant sa politique d'entente avec les impérialistes alliés a pris cette décision. Les Gurkhas et les Japonais ouvrent la marche, occupent les endroits stratégiques dans la périphérie puis, le 12 octobre, les troupes françaises secondées par les Gurkhas passent à l'attaque générale vers le nord-est; les paillotes brûlent à Thi-nghè jusqu'au poste de Tân-binh et l'encerclement de la ville par les insurgés s'effrite dans des combats acharnés. Les anciens font observer que les français se dirigent d'abord vers les provinces de l'est, comme ils ont fait au début de la colonisation.

Du côté de la guérilla, le chef de bande Bay Viën, se refusant aux basses besognes policières contre toutes les tendances non affiliées au Viet-minh, se rend indépendant de ce dernier et opère pour son propre compte: tout en guerroyant contre les français, il se livre au pillage. Comme nous l'avons vu, il n'est pas le seul groupe armé à ne pas accepter l'autorité du Viet-minh. Le plus nombreux de ces groupes connu sous le nom de Troisième division (dê-tam su-doàn) est dirigé par un ancien nationaliste qui avait un moment placé son espoir dans le Japon; il se retire avec ses quelques centaines d'hommes armés dans la Plaine des Joncs en vue d'organiser la résistance aux français; mais il se rend quelques mois plus tard et se dissout.

Le Viet-minh ne tolère aucune tendance qui lui porte ombrage et il en vient à bout par la liquidation physique. Les militants du groupe trotskyste La Lutte qui pourtant s'étaient prononcés pour le soutien critique du gouvernement viet-minh, en sont presque immédiatement les victimes. Réunis dans un temple de la région de Thu-duc, où ils se préparent à participer à la lutte armée sur le front de Gia-dinh, ils sont cernés le matin par la police viet-minh, arrêtés et internés un peu plus tard à Bê-n-suc, province de Thu-dâu-môt, où ils furent tous fusillés avec une trentaine d'autres prisonniers lors de l'approche des troupes françaises. Trân van Thach, ancien conseiller municipal de Saïgon élu en 1933 sur la liste stalino-trotskyiste et revenu peu de temps auparavant du bagne de Poulo Condor, était parmi eux. On apprit quelques mois plus tard que le leader du groupe La Lutte, Ta thu Thâu, revenu du bagne lui aussi, et qui s'était ensuite rendu au Tonkin en vue d'organiser des secours contre la famine, avait également été assassiné par les partisans de Hô chi Minh sur le chemin du retour dans le centre Annam.

Dans cette atmosphère de terreur Viet-minh, la milice ouvrière des Tramways de Go-vâp (Đoàn công-binh) dont l'effectif s'élève à une soixantaine de personnes, participe à l'insurrection en dehors de toute autorité. Les quelque quatre cents ouvriers et employés des Tramways étaient réputés pour leur esprit de lutte et d'indépendance. On sait que sous les français le droit syndical n'existait pas. Lorsque les japonais, après le 9 mars, avaient remplacé les français à la tête de l'entreprise les ouvriers avaient constitué eux-mêmes un comité d'entreprise et présenté des revendications; les militaires japonais, colonel Kirino en tête, étaient venus menacer les ouvriers mais, devant leur attitude ferme, les japonais avaient cédé accordant non seulement une augmentation de salaire, mais la reconnaissance de onze délégués élus par les onze catégories de travailleurs: électriciens, forgerons, menuisiers, etc.. En août, lorsque les techniciens français abandonnèrent momentanément l'entreprise, le comité la géra jusqu'à l'insurrection.

Or tous les insurgés qui ne se rangent pas sous le drapeau viet-minh sont aussitôt qualifiés de Viet-gian, traîtres; tous les ouvriers qui ne s'identifient pas au nationalisme sont qualifiés de réactionnaires, de saboteurs. C'est dans cette atmosphère de violence mentale totalitaire que les ouvriers des Tramways de Go-vâp quoique adhérant à la CGT du Sud (création du gouvernement viet-minh de facto sous la présidence du stalinien Hoàng-dôn Vân et destinée à s'assurer le contrôle des ouvriers de la région Saïgon-Cholon; les délégués y étaient désignés d'office par Hoàng dôn Vân et consorts malgré les protestations des quelques délégués élus par les ouvriers eux-mêmes) refusent de prendre l'étiquette de "Travailleurs Sauveurs de la patrie" (Công-nhân cuu-quốc) imposée par les staliniens de la CGT et d'adopter le drapeau rouge à étoile jaune du Viet-minh; ils gardent leur appellation de milice ouvrière, symbole de leur indépendance dans le "front commun", et combattent sous l'emblème du drapeau

rouge non pour la patrie mais pour leur propre émancipation de classe. Ils s'organisent en groupes de combat de II personnes sous la direction d'un responsable élu et les responsables élisent comme commandant Trân dinh Minh; c'était un jeune trotskyste du nord qui avait publié un roman social à Hanoi sous le pseudonyme de Nguyễn hai Au, et était venu participer à la lutte ouvrière dans le sud. Par la force des choses, cette formation ouvrière entra en contact avec les autres groupes de combat des faubourgs/est Saïgon dont le commandement était aux mains du chef viet-minh, Nguyễn dinh Thâu.

Deux faits divers donneront une idée de ce que put être la dictature sur les insurgés par des individus hissés au commandement et consacrés par le Viet-minh. Nguyễn dinh Thâu entend celler par le sang sa parcelle d'autorité: des guérilleros du groupe Tây-son (ainsi nommé en souvenir de la révolte des paysans des montagnes Tây-son contre les seigneurs féodaux au 18^e siècle) ont réquisitionné du tissu chez la tante d'un stalinien notoire, Duong bach Mai, ancien conseiller municipal de Saïgon. Au mépris du combat contre les impérialistes, il les fait fusiller. Il fait arrêter T. , suspect de trotskysme, secrétaire exécutif viet-minh de Tân-binh, et conseiller du Groupe I des Volontaires de la mort (đoàn cam-tu sô I) dirigé par Khuât; on prêtait à ce dernier le projet de descendre Nguyễn dinh Thâu malgré sa garde personnelle armée jusqu'aux dents, plutôt que de le laisser assassiner T. , lorsque le secrétaire général de la CGT du sud, Ly chiên Thang, le fit libérer. De tels actes terroristes et totalitaires ne sont pas des exceptions, mais seront pratiques courantes dans l'embryon d'Etat du maquis.

Refusant de se soumettre à l'autorité de Nguyễn dinh Thâu, la milice des tramways décide de se regrouper dans la Plaine des Jongs, vers laquelle elle se dirige, tout en combattant contre français et Gurkhas à Loc-giang, Thôt-nôt, My-hanh.. Dans la Plaine des Jongs, ces ouvriers prennent contact avec les paysans pauvres, et c'est là qu'ils perdent au combat leur camarade Trân dinh Minh le 13/I/1946. Une vingtaine d'autres avaient déjà trouvé la mort dans les batailles livrées en cours de route.

L'intolérance du Viet-minh à l'égard de toutes les tendances indépendantes l'accusation de trahison assortie de menace de mort qu'il porte contre elles, et la faiblesse numérique du groupe des Tramways, obligent ses membres à se disperser. Trois d'entre eux, Lê Ngoc, Ky, Huong, jeune ouvrier de 14 ans, seront poignardés par les bandes viet-minh après avoir été arrêtés puis relâchés par les troupes françaises à Hoc-môn.

L'explosion de Saïgon s'est répercutée à la campagne et dans les provinces. Comme dans le passé, les paysans ont saisi les notables qui s'étaient distingués par leur cruauté, les propriétaires fonciers réputés pour leurs extorsions; beaucoup sont mis à mort, leurs maisons et leurs greniers incendiés. On dit que des militants paysans staliniens, revenus de Poulo Condor, le mois précédent, tentèrent d'intervenir dans certains endroits pour tempérer les violences et furent eux-mêmes menacés dans leur vie, suspectés qu'ils furent alors de se mettre aux côtés des anciens oppresseurs.

oooooooooooo

correspondance

- d'un camarade de Marseille:

"... dans le N° 67, il y a une rubrique page 6, intitulée ce que devrait être ICO, opinion d'un camarade du Pérou. Je ne veux pas contredire ce camarade, j'ai lu et relu son papier. Parfois je l'approuve, mais parfois je le critique et estime qu'il peut porter atteinte au regroupement de camarades libertaires qui, soit par l'âge ou l'insuccès de leurs luttes se trouvent certainement découragés. Je lis et relis ce papier qu'il vous a envoyé et numérote depuis le début jusqu'à la fin. Ici, je dois dire qu'au N° 3 il ne dit pas pourquoi "certaines manoeuvres échappent aux militants les plus avertis"

A sa place j'aurais dit le motif et la raison de ce pourquoi. Si dans ce passage il fait allusion aux grèves fomentées par le patronat, il aurait dû ajouter par le capital international, les religions, les centrales syndicales, quelles qu'elles soient, vendues à ce capital.

"Mais il ne dit pas ce que devrait être ICO.

"Je me permets de donner mon idée:

"1°/ tel qu'il est avec toutes ses informations diverses sur les grèves tant en France qu'à l'étranger.

"2°/ je pense qu'il pourrait y être ajouté une page ou deux avec la mention rubrique non pas politique, car je pense que la politique est l'art de tromper le peuple, mais par exemple, tribune ouverte à tout homme pour le progrès et l'émancipation, où on pourrait exprimer son point de vue et même se regrouper conformément à sa pensée car nous disons que l'émancipation ne se fera que par les exploités eux-mêmes et par personne d'autre..."

- d'un camarade de Paris:

" Dans ICO N° 67, p.5 il y a la reproduction d'un extrait du Nouvel Observateur concernant une déclaration de Ségué, secrétaire de la CGT, précisant qu'en cas d'arrivée de la "gauche" au pouvoir, la CGT adopterait sa position de 1945 pour assurer le "redressement de la France".

"Ce passage aurait dû être accompagné d'un commentaire. Reproduit tel quel, il laisse croire que l'appui des syndicats à un gouvernement de "gauche" n'est qu'un projet et qu'actuellement une telle situation n'existe pas. De plus, il ne donne aucune indication sur la dimension réelle du soutien qui serait ainsi accordé.

"Dans la forme et dans leurs déclarations les syndicats, et notamment la CGT, essaient toujours de se faire passer pour des opposants au régime actuel et laissent toujours supposer qu'un soutien à un gouvernement de "gauche" serait un soutien conditionnel (ce que la CGT proclame d'ailleurs à tout moment).

"La réalité est bien différente. Dans la plupart des grosses entreprises dans d'innombrables commissions, conseils et assemblées, les syndicats non seulement sont des interlocuteurs, des dirigeants, mais sont étroitement associés aux prises de décisions ou aux mesures d'exécution. La technocratie moyenne où se fait tout le travail de gestion de la société capitaliste inclut la technocratie syndicale.

"Le soutien éventuel à un gouvernement de gauche ne serait donc qu'une régularisation: la façade syndicale traditionnelle camoufle bien mal l'ampleur de la "fonction syndicale" à tous les échelons de la société; d'emblée ce "soutien" serait donc bien différent de ce qu'il fut en 1936 ou en 1945, dates qui ont marqué des étapes vers la situation que nous connaissons actuellement.

"Présenter les choses de manière incomplète, laisser supposer que l'on pense que les syndicats peuvent avoir une fonction différente dont être réformés et que cela présente un intérêt d'être dedans, de tenter de leur forcer la main, de l'intérieur ou de l'extérieur par une action quelconque, voire d'en créer de nouveaux purs, propres et inodores. Laissons cela aux trotskystes qui ont la même conception de la fonction syndicale que ceux qu'ils traitent de réformistes, leur seule divergence touchant la méthode pour conquérir le pouvoir, aux anarcho-syndicalistes qui croient qu'il suffit de fixer une ligne idéale pour que des organismes s'y conforment. Les uns et les autres finissent par des voies différentes par formuler des projets, qui sont ceux nécessaires à la société capitaliste pour résoudre ses difficultés d'évolution".

- d'un camarade de Creil:

"Je pars le matin par le train de 5h35 qui me dépose à St Denis d'où je prends le car pour Vélizy où j'arrive tout juste pour pointer à 7h30. Je repars le soir par le même car à 18h25. Je descends à la porte Dauphino (vers 19h) où je prends le métro jusqu'à Barbès. En 8 minutes (en courant) je suis à la gare du Nord où je

repréends le train soit de 19h22 qui me dépose 26 minutes plus tard en gare de Creil, soit celui de 19h34 qui m'amène à Creil à 20h10. En gros je suis parti 15 heures de chez moi pour 10 heures de travail payées- 50h par semaine- horaire normal paraît-il. Comme j'ai été sans travail pendant trois mois l'année dernière, je ne m'en plains pas, bien au contraire ... "

- d'un camarade de Rennes:

"..J'ai trouvé ICO aussi intéressant et instructif sur les mouvements syndicaux qui viennent à l'instant même avec la SAVIEM de Caen de nous donner raison de ne plus avoir confiance du tout, sans indulgence pour ces syndicats pourris par le système capitaliste.

"Autre cas intéressant dans la Saviem, cette sorte de débrayage à l'intérieur de l'usine, tournant à la "grève sauvage" qui est un problème très intéressant à suivre et que j'ai trouvé très **instructif** dans ICO de novembre avec les grèves en Grande-Bretagne. Car malheureusement, comme constate le camarade espagnol dans Noir et Rouge de janvier (Le syndicalisme révolutionnaire) son avenir est fort compromis dans les pays développés, et je pense que son article est très objectif sur le syndicalisme dans son ensemble. La lettre du camarade du Pérou dans ICO de janvier rejoint un peu la critique du camarade espagnol de Noir et Rouge.

"Partant de là, que faut-il faire, "que devrait être ICO". Je pense que dans l'ensemble sa ligne actuelle d'information et de liaison entre les militants est bonne, mais il faudrait sortir un peu des revendications ordinaires qui ne font que se répéter dans ICO pour les remplacer par des articles plus éducatifs, des articles ayant plus de fond, exemple Viet-Nam, Japon. Critique du livre de J.J.S.S. "Le Défi américain". Ces articles me laissent quelque chose et me donnent à réfléchir, à analyser le processus historique des luttes humaines.

" Pour ma part, je n'ai pas grand'chose à dire de bien intéressant, enfin je pense que cela peut vous servir pour comprendre la province.

"Rennes 1968 dans le bâtiment. Le travail se raréfie par une sous-consommation des appartements en co-propriété. Les HLM sont construits en pré-fabriqués ce qui diminue fortement la main-d'oeuvre du bâtiment dans tout son ensemble (gros oeuvre, moyen oeuvre, finition, ravalement). La mentalité des compagnons s'en ressent vis à vis du chômage à l'horizon, vis à vis des syndicats, vis à vis des travailleurs dit "étrangers" et même de ceux des campagnes. Car il existe une division mentale entre le Rennais et le gars de la campagne, comme celle existant à Paris avec les gars de province, j'ai connu cela dans mon ancien métier. Bref tout cela ne favorise pas l'évolution des ouvriers vers un esprit plus ouvert, aux problèmes d'aujourd'hui et de demain.

"Sur le chantier où je suis le problème est différent pour plusieurs raisons, c'est-à-dire: nous sommes une équipe de tâcherons en ravalement, six gars plus un manoeuvre dans une petite boîte (50 gars environ), qui soustraite avec des grosses boîtes de gros oeuvre.

"La mentalité d'une petite équipe à la tâche est différente bien sûr. Les avantages sont que nous sommes beaucoup plus libres pour organiser notre travail nos heures, nos jours même de repos comme le samedi. Quant à la rémunération, en travaillant normalement, on arrive à gagner entre 30 à 40% de plus que les gars à l'heure. Bien sûr il y a des inconvénients aussi. Il faut traiter avec le ou les patrons du prix du mètre carré, des plus-values, etc.. Et il faut dire que maintenant cela devient très dur et que bientôt nous reviendrons à l'heure avec les chefs d'équipe, ou de chantier, derrière notre cul, ce sera l'adieu à un semblant de liberté que nous avons créée.

"Bien sûr, il y a beaucoup à dire sur ce travail à la tâche et sur ce débrouillage individuel en dehors des autres (ceux à l'heure). Personnellement ce fut une expérience dans laquelle j'ai essayé d'insuffler un esprit Communiste Libertaire, d'ailleurs les camarades connaissent bien mes idées, mais ne les suivent pas longtemps trouvant cela un peu compliqué pour les uns et me butant avec la religion pour les autres. Depuis un an que je suis en équipe avec eux je fais le bilan, pas très reluisant: les

n'estiment beaucoup pour le courage de mes opinions, mais ne pensent pas cela possible étant donné que même entre nous il y a déjà des accrochages ne venant pas de même milieu n'ayant pas du tout le même caractère, la même éducation. L'analyse de chaque individu dans cette "cellule" humaine pour nous aider à comprendre, analyse assez condensée pour ne pas trop m'étendre:

1/ Jean-Yves manoeuvre, ne pouvant reprendre la ferme de ses parents, travaille deux ans dans une laiterie des environs, puis vient travailler à Rennes dans le bâtiment Va à la messe tous les dimanches, s'occupe d'un stand dans les kermesses (très bien avec le curé), bon gars, son tiercé le dimanche matin et quelques bolées dans les bistrotts du patelin, et télévision.

2/ Gilbert, compagnon H Q, ne va pas à la messe, vote communiste, aucune formation politique, lit Ouest-France, principale distraction: la télé, le foot-ball et la chopine malheureusement. Et la voiture;

3/ Pierrot, compagnon H Q, ne va pas à la messe, vote rouge, aucune formation politique (d'ailleurs aucun des camarades n'a appartenu à une organisation politique ou syndicale); distraction: la télé, la pêche, pas de voiture- le seul d'ailleurs. A signaler aussi qu'aucun d'eux ne lit de livre, de brochure, de journaux autres que Ouest-France, et romans policiers par un seul.

4/ Marcel, compagnon H Q très croyant, va à la messe, essaie pourtant de comprendre les problèmes sociaux; distraction: la télé, pêche, voiture, venant de la campagne où il a été très malheureux.

5/ Raymond, compagnon H Q très croyant, va à la messe, très pratiquant, responsable de l'équipe, mais n'ayant pas toujours le sens de l'organisation, bonne volonté et faisant ce qu'il peut (nous l'aidons). Distraction: bricolage, télé, voiture.

6/ Guy, compagnon H Q, croyant, va à la messe, ancien chef de chantier (se prend toujours pour un chef, le remettons au pas) bon gars autrement; distraction: voiture, télé, foot-ball.

Le 7è c'est moi, c'est-à-dire compagnon H Q, libre penseur et anarchiste communiste, militant à la LP rennais et de loin à N.R. N'étant pas syndiqué depuis quatre à cinq ans mais faisant toutes les grèves et suis les mouvements de près en observateur et pour dire mon mot quand je peux. Discute avec tous ceux qui veulent discuter avec moi de n'importe quels problèmes que je connaisse bien sûr. N'importe comment le monde ouvrier, et surtout du bâtiment ne s'embarrasse pas beaucoup de phraséologie.

Comme tu vois, c'est déprimant la province, et il faut la foi comme nous l'avons pour résister au découragement et se mettre dans ses chaussons, mais je crois que pour un révolutionnaire c'est impossible car tant que l'on a une goutte de sang dans les veines ça sera pour dire ce que l'on pense à la face de ce monde imbécile qui reste immobile devant un étai qui ressert les libertés tous les jours.

On se demande combien d'années, de siècles il faudra pour connaître un monde où l'homme sera vraiment à sa place dans la société. Notre rôle bien sûr est de continuer l'oeuvre de nos anciens et de les adapter au monde moderne évidemment. Notre rôle est aussi de redonner le flambeau à nos fils afin qu'ils continuent à pousser l'évolution ou peut-être à faire la révolution.

Nous sommes peut être à un tournant de l'histoire sociale en France si le chômage continue, s'amplifie. Ce qui amènera la classe laborieuse à comprendre de gré ou de force le problème de l'exploitation de l'homme par l'homme. Car nous savons par l'histoire que les révolutions ne sont venues malheureusement que lorsque le peuple était le dos au mur. Pour le moment ce bon peuple vit dans un confort matériel et cela lui suffit, voyant par ce confort le bonheur terrestre en attendant le bonheur céleste pour ceux qui croient au ciel. Beaucoup pensent qu'ils ont été dans leur jeunesse très malheureux par la guerre, les restrictions, et que d'autres pays comme le Portugal, l'Espagne, sont plus malheureux que nous et qu'on n'a pas lieu de se plaindre (attitude surtout de ceux qui vont à l'église et qui ne veulent pas entendre parler de Révolution sociale). Les camarades étrangers des chantiers nous montrent la grande misère dans laquelle ils se trouvent et pour nous c'est l'image vivante de ce sous-prolétariat."

- d'un camarade de Strasbourg:

".. Plus que la rapidité de la réponse le contenu d'ICO m'a botté. Ca fait du bien de trouver des gens qui pensent comme vous. Il faut dire qu'à Strasbourg la vie politique et la vie en général n'est pas très brillante. L'union sacrée des curés, pasteurs, rabbins, flics, porte ses fruits: en fait d'interlocuteurs on n'a que des maoïstes (aussi doctrinaires et bouchés que les pires jésuites), PSU et autres stalinistes. La masse des étudiants sont satisfaits de leur sort et d'eux-mêmes; sans broncher, ils écoutent les profs anonner pendant une heure ce qui pourrait être dit en 5 minutes au maximum, quand ça ne va pas jusqu'à la lèche... La misère intellectuelle et politique la plus noire, quoi. Sans risquer de se tromper beaucoup, on peut dire que le coup des Situationnistes (ou pro-situationnistes) de l'année dernière n'a dérangé que le sommeil des flics et des paperasseries de l'Université.

"Il me semble de plus en plus que la vie étudiante ne mène qu'à une chose: l'entrée dans le camp des exploités, même pour ceux qui voudraient le contraire. Il faut choisir: ou bien devenir un de ces petits merdeux d'ingénieurs ou cadres qui regardent les ouvriers de cet air supérieur des apprentis dictateurs, ou bien prendre délibérément le parti des ouvriers et se faire vidor rapidement. Et un cadre vidé deux ou trois fois trouve de plus en plus difficilement une place et tôt ou tard il est obligé de prendre une place où il ne peut pas utiliser ses connaissances techniques.

"L'étudiant est artificiellement mis à l'écart de la production durant ses années d'études. Il n'a à la fin pour ainsi dire pas de connaissances pratiques; les laboratoires de faculté ne remplacent pas l'usine. Et cela pèse d'autant plus que les offres d'emplois pour les diplômés sont faits avec la mention: de préférence avec quelques années de pratique. Quant aux rapports étudiants-professeurs, ils ne prennent de sens que lorsqu'il y a dialogue, c'est-à-dire très rarement. Les cours qui constituent la majeure partie de l'enseignement sont des discours unilatéraux. Les étudiants écoutent, ou plutôt ils ont le choix entre deux attitudes: ou bien prendre le plus de notes possible et donc ne pas chercher à comprendre le sens de l'exposé et se réserver ce travail pour plus tard, ou bien ne pas prendre de notes et écouter simplement pour essayer de comprendre, en sachant bien qu'après cela il faudra se procurer les notes des voisins pour les copier. C'est absurde. Le cours, c'est simplement un bourrage de crâne avec des connaissances scientifiques ou littéraires. Le travail personnel n'entre quasiment pas en ligne de compte dans ce genre de relations, alors que c'est pourtant ça le principal. Etudier ce n'est pas accumuler c'est assimiler des connaissances, les intégrer dans le tout cohérent qui existe déjà dans ma tête, c'est faire d'éléments étrangers à moi quelque chose qui soit à moi, qui porte mon empreinte, parce que j'y ai mis mon petit grain de sel.

"Et il est impossible de réaliser cela dans le cadre actuel de l'Université dont les structures datent du Moyen-Age. Tenter de le faire, c'est abandonner la course aux diplômes, c'est "prendre dans le système des études ce qu'il y a de meilleur: les bourses" (je n'emprunte que la formule aux situationnistes; je l'avais mise en pratique avant de la connaître) et étudier en marge de la vie universitaire normale mais étudier ce qu'on a plaisir à étudier, sans se sentir obligé de suivre les filières rigides de l'institution.

"...sans certificats on n'a plus la possibilité matérielle de devenir "cadres" (sauf peut-être en s'expatriant dans un pays en voie de développement où l'on est moins regardant sur les papiers), il ne reste plus qu'à prendre n'importe quel travail, manuel ou intellectuel, à devenir ouvrier avec les connaissances professionnelles de celui-ci en moins, avec quelques connaissances scientifiques en plus, mais inutilisables, momentanément".

à propos de bureaucratie

Concluant un bref rapport sur la situation dans le Travail (Livre CGT) par une remarque quant à l'augmentation de cotisation syndicale des correcteurs et par une phrase d'ailleurs ironique, sur la "bureaucratie" (je mets des guillemets comme le camarade qui me répond, car chacun sait que la bureaucratie n'existe pas, surtout dans les syndicats...) je ne pensais pas amener un tel flot d'explications dudit "camarade de l'imprimerie" qui, dans ICO N° 68 (p.25) éclaire notre lanterne sur la grande misère des permanents !

Mais je recommence à plaisanter et comme cela risque d'être encore mal interprété, j'essaie d'être sérieux. Je n'ai d'ailleurs pas la prétention de répondre au camarade sur l'ensemble de son plaidoyer (pour moi, c'en est un) car, démarquant sur la fameuse augmentation de cotisation et enchaînant sur les secrétaires permanents syndicaux, il en arrive à une défense -nuancée, mais défense néanmoins- des syndicats et à leur justification face aux "petits cénacles" durs et purs, selon lui. On nous dira que l'argument n'est pas neuf et sert de couverture rituelle à "l'efficacité" face à "l'irréalisme" certes. Quoique toutefois le sujet m'intéresse, je n'ai ni le temps ni les possibilités de le traiter plus à fond ici mais espère bien revenir sur tous ces arguments dans une autre revue, anarchiste, où nous essaierons dans les prochains mois de revoir les problèmes syndicalisme-bureaucratie-révolution.

Je me contenterai aujourd'hui de préciser quelques points en faisant part des réflexions plus générales que m'inspire la lecture des positions exprimées par ce camarade.

Quelques précisions: pour la vérité "historique" je signalerai au copain que j'ai exactement dit, parlant de la cotisation syndicale des correcteurs portée à 10 Frs en janvier dernier: "...et encore, on a de la chance, cela ne représente pas deux heures de salaire puisque nous, correcteurs, payons deux heures de salaire, paraît-il". Bien sûr, on abrège toujours les comptes-rendus (et je comprends les copains rédacteurs d'ICO sur des points paraissant si anodins à première vue) et le camarade ignorait de ce fait la quintessence de ma pensée; le voici donc au parfum, si j'ose employer cette expression indigne du correcteur syndiqué (quoique non syndicaliste, mea culpa) que je suis. Autre précision: le "paraît-il" gêne le camarade, il le souligne. Je répondrai simplement avoir ajouté ce "paraît-il" car, étant donné que l'ensemble du corps syndical paie une cotisation basée sur une heure de salaire syndical j'ai toujours mal compris pourquoi nous, correcteurs, payons plutôt sur deux heures! Et pourquoi deux heures, pourquoi pas trois, etc? Puisque le copain cite des chiffres, je rappellerai que les typographes CGT paient sept francs de cotisation syndicale annuelle. Pour finir, je dirai que les 10 Frs représentent une contribution autrement plus lourde pour le gars du Travail que pour celui travaillant dans la Presse, où les salaires sont nettement plus élevés. Je sais, mes considérations sont mesquinement terre-à-terre et on me dira que c'est de la jalousie, ou on me répondra: "débrouille toi, va dans la Presse..." Argument que je comprends parfaitement, encore qu'il s'agisse là du typique démerdage individuel, qui ne résout rien des problèmes d'inégalité flagrante du Travail, ce pelé, ce galeux du Livre...

Ces quelques petits points précisés, je rassurerai mon contradicteur et néanmoins confrère, en lui disant que je n'avais pas du tout l'intention de "lutter contre le syndicat" avec une boutade, que cela serait en effet bien mal choisi pour reprendre ses termes et qu'il s'amuse un peu en nous disant cela. Il sait très bien que ce ne sont pas les arguments, les faits qui manquent pour dénoncer la malfaisance quasi permanente des syndicats (lire ICO...) et de leur bureaucratie, ce n'est tout de même pas ma faute si ce dernier terme hérisse le camarade, comme s'il se sentait directement concerné!

Réflexions plus générales: on nous explique le détail des émoluments

du syndicat des correcteurs, puis ses frais, en disant que je dois bien savoir cela. Certes, et je puis aussi ajouter pour la tranquillité du copain, que je connais plusieurs des camarades travaillant au syndicat des correcteurs et que ce sont, pour la plupart, de chics types, souvent dévoués et tout, mais la question n'est pas là: ce ne sont pas les cas particuliers, là non plus, qui résolvent le problème. Et s'il est certain qu'il y a dans tel ou tel syndicat tel ou tel camarade "bien" s'il y a d'autre part les dépenses inévitables d'entr'aide (mais normales, somme toute) citées, il y a aussi l'ensemble de l'appareil syndical, les dépenses somptuaires (dénoncées au sein du syndicat du Livre, par exemple, et par bien d'autres que moi) en voyages, en réceptions, gueuletons avec les patrons, frais essentiellement de bureaucratie; le copain doit bien savoir cela. C'est en tout cas ce que j'avais en tête en lançant ma malheureuse phrase j'espère un peu mieux me faire comprendre cette fois.

Sur les dévouements, temps passé, frais supportés par eux, des permanents, je veux bien reconnaître une part de tout ça, mais là comme ailleurs, il ne faut pas pousser. Disons que certaines fonctions ne vont pas sans certains avantages. Et si ces places ne sont pas des sinécures, comme dit le copain, je constate aussi que maints permanents, à tous les échelons, s'accrochent fort bien, apparemment, des "sacrifices" qui leur sont demandés, ne serait-ce qu'en se faisant réélire sans trop se faire prier.. En parlant d'avantages, je tiens tout de suite à préciser que je ne pense pas seulement aux avantages dits matériels mais aussi de prestige, d'influence, que de telles fonctions rapportent et dont il ne faut pas sous-estimer la séduction. Qu'en pense le copain?

Je passerai sur sa défense de l'action des syndicats c'est à la fois trop simple et trop difficile d'y répondre rapidement (d'autres camarades le feront peut être dans ICO, d'ailleurs) mais je ne voudrais pas terminer sans dire, fraternellement, mais bien fermement, au copain qui nous accuse gentiment de ne pas "être dans le coup" qu'on a la prétention cette fois, d'y être bien autant que lui et qu'on sait aussi, ne lui en déplaise, de quoi on parle. Ca n'est pas parce qu'on refuse de s'intégrer à l'appareil syndical qu'on refuse le combat sur le plan du boulot; le copain devrait bien savoir cela. Et je trouve curieux qu'il nous balance de telles somnolences paternalistes, pour ne pas dire plus, agrémentées du sempiternel couplet sur l'entrée (si on n'y est pas, les stals y seront; on voit le topo...) en force dans l'appareil, car c'est bien de cela qu'il s'agit et là, copain, je ne plaisante plus du tout. Il ne s'agit pas d'être purs, il s'agit peut-être de savoir, en fin de compte, si l'on poursuit le même combat.

oooooooo

un exemple

GRANDE-BRETAGNE:

FORD: " un important accord est intervenu entre la direction de la Ford britannique et les syndicats en vue d'accroître d'un tiers les exportations de la compagnie en 1968... A cet effet, les chefs syndicalistes des 17 usines ont accepté d'oeuvrer en faveur d'un accroissement de la productivité sans augmentation immédiate des salaires. Il est prévu en particulier que les "comités de productivité" réunissant des représentants syndicaux et direction, seront constitués dans chacune des usines. Ces comités seront représentés au sein d'un conseil central de la productivité; les travailleurs seront encouragés à soumettre à la direction des idées et propositions susceptibles de permettre d'accroître la production et les exportations " (Combat-26/I/68)

"Afin de battre sur leurs propres terrains FIAT, VOLKSWAGEN, OPEL, RENAULT et les JAPONAIS, principaux concurrents de Ford sur le marché international

la compagnie utilisera comme arme la productivité. Il n'est pas question de demander aux ouvriers de faire des heures supplémentaires sans rémunérations, mais de "travailler mieux en moins de temps"... (Les Echos - 26/I/68).

GENERAL MOTOR: Solidarity (Vol.4 N° II) donne le texte d'un tract distribué à l'usine de Vauxhall par une organisation d'ouvriers intitulée "Vauxfam".

Ce texte donne le sens pour les travailleurs d'un accord de salaire et de productivité signé le mois dernier par la direction et les dirigeants de trois syndicats des Trade Unions.

En échange d'une augmentation de salaire sévèrement réglementée, différentes mesures tendent à accroître la production en renforçant considérablement l'emprise de la direction sur les conditions de travail. Sous l'étiquette de "coopération des travailleurs", il est donné le droit arbitraire à la direction:

- de transférer un travailleur d'un emploi à un autre, d'une section ou d'une usine à une autre,
- de modifier les horaires,
- et d'appliquer la "discipline" dans l'usine (les conditions de travail d'autres usines n'avaient pas encore pu être appliquées à Vauxhall à cause des résistances).

L'étude des temps et des tâches est étendue à tous les secteurs de l'usine, aussi bien aux secteurs productifs qu'aux secteurs improductifs.

Les syndicats ont accepté de coopérer avec la direction pour écraser toute action entreprise par les ouvriers dans les ateliers (autrement dit de museler les grèves sauvages). Solidarity se réfère à l'expérience chez Ford des années 62-63 où les efforts combinés de la direction et des bonzes syndicaux ont eu pour résultat la destruction complète de l'organisation de base des travailleurs: ce qui fait que Ford est aujourd'hui l'usine automobile la plus mal payée et celle où l'exploitation est la plus intense.

Le nouvel accord prévoit l'embauchage systématique des femmes (à des salaires inférieurs) en cas d'urgence ou de circonstances spéciales dictées par la nécessité d'adapter la production au marché: ce à quoi vise précisément l'accord.

Tous les autres accords verbaux ou écrits, locaux ou généraux, deviennent caducs. Autrement dit, d'un trait de plume, les syndicats ont annulé tous les aménagements que des mois ou des années de lutte avaient pu apporter dans des secteurs ou sur des points précis pour atténuer la rigueur technocratique de l'exploitation.

QUELLE REPONSE

puisque les syndicats épousent les intérêts de la firme, dans la bataille pour la concurrence entre firmes, les intérêts d'un capitalisme national dans la compétition internationale.

C'est celle que des travailleurs peuvent amorcer par des liaisons directes entre travailleurs de différentes usines d'une même firme, de différentes firmes d'une même profession sans tenir compte des barrières nationales. C'est en ce sens que Solidarity annonce que le Comité ouvrier de Luton (General Motor) a pu établir des liaisons avec les ouvriers de l'usine Opel de Francfort.

en espagnol

La Escuela Moderna 834 ,3 Avenue S W Calgary (Alberta) Canada - n° 22 -Janv 68
Revue d'éducation anarchiste (Relgis ,Kropotkine ,Lorenzo ,F.Ferrer ,etc...)
(en espagnol ,français et anglais)

Boletín de Información Libertaria (cubains exilés) P O Box 24I -Riverside Station
Miami (Florida 33135 . Octobre -Novembre - Décembre 1967

Ce bulletin critique "Presencia " parce que cette publication "opte contre l'impérialisme américain et par ricochet contre ce qu'est et représente le monde occidental...."

L'article finit ainsi en citant Rocker :

"Tucker avait entièrement raison quand il disait que tout en répudiant beaucoup la société bourgeoise nous préférons la liberté qu'elle nous assure à l'esclavage complet du socialisme d'Etat ."

Pour des raisons semblables ,les anarchistes cubains s'indignent de la glorification de Guevara dans le n° 136 du Monde Libertaire .

Cette attitude est très courante dans toute la presse anarchiste espagnole de l'émigration et sud américaine . C'est la tactique du "moindre mal " et l'abandon en somme des positions révolutionnaires contre la bourgeoisie "libérale " devant le danger du "totalitarisme ".Elle fait pendant à celle des trotskystes ,poumistes ,et aussi certains groupes libertaires (Uruguay ,certains collaborateurs de Presencia,etc qui considèrent révolutionnaires les régimes de Castro ,Ben Bella,Mao ,etc ... et qui ,ce faisant ,défendent le capitalisme d'Etat et la nouvelle classe exploiteuse.

Espoir (C N T) Bourse du Travail -Place St Sernin 3I Toulouse - n° 317 à 320

Regeneracion FAM - Apartado 9090 - Mexico I DF - septembre -Octobre 67

La Batalla - 5 rue Aubriot Paris IV -Octobre -décembre 1967 n° 163-164-organe du POUM
Esfuerzo anarchiste - n° 9 - 24 rue Ste Marthe Paris 10 - Discussion pour le respect de la démocratie au sein du prochain congrès international anarchiste .

Internacionalismo - Venezuela - décembre 1967 - deux longs articles . Un sur la "Révolution culturelle " en Chine . Un autre sur le syndicalisme . Positions très voisines de celles d'ICO . Dans le même numéro ,un extrait d'un tract distribué par la direction aux ouvriers des usines Renault au Venezuela :

"Le moteur humain a besoin de carburant ...Le travailleur a lui aussi besoin de soins. Son organisme peut être comparé à un moteur qui a besoin de carburant pour produire son travail . Le travailleur ne doit partir au travail sans se nourrir convenablement ...Ainsi le travailleur peut effectuer normalement 4 ou 5 heures de travail sans malaise ,sans fatigue et sans danger pour sa santé et sa sécurité. Ainsi ,comme le cycliste qui se nourrit sans s'arrêter de pédaler ,l'ouvrier doit consommer pendant la journée un repas léger...L'ALCOOL EST L'ENNEMI NUMERO I DE L'OUVRIER ET UN DES PRINCIPAUX OBSTACLES A LA PROMOTION OUVRIERE " (des papiers semblables ont été distribués en France dans les usines Renault)

Comité Espagne Révolutionnaire Fournier BP 108 Aubervilliers 95 - Malgré les affirmations de Franco ,la réalité ,c'est que les prisons espagnoles renferment des centaines de prisonniers politiques. On dénonce aussi la collaboration entre la police française et leurs collègues d'outre Pyrénées . C'est ainsi que fut arrêté le 24 décembre à Madrid le jeune anarchiste David Urbano domicilié à Paris ..."

En portugais : de albar n° 9 - Caixa Postal 5739 - Sao Paulo -- Brésil .

en anglais

U S A

News and Letters décembre 67 415 Brainard -Detroit -Michigan 4820I - Les nouveaux contrats de l'industrie automobile -rien concernant les conditions de travail .

Industrial Worker - 2422 N Halsted Street Chicago Ill 60614 -décembre 67 et janvier 68

Remarqué dans le numéro de janvier le compte rendu d'un congrès pour la Paix tenu à Chicago en Novembre .

Black Mask n° 9 - janv Février 68 - P O Box 512 Cooper Station - New York NY 10003

Ce bulletin anarcho surréaliste de quatre pages est toujours intéressant .

Grande Bretagne

Solidarity n° 10 - novembre 67 -c/o Russell 53 A Westmoreland Road ,Bromley, Kent

Des informations sur les grèves en Grande Bretagne -voir ICO de février .

Solidarity Scotland - janvier 68 - c/o Jim Blackie ,28 Craigton Road ,Glasgow ,S W I

Reproduction d'un tract distribué aux soldats américains de la base de Holy Lock -

Ce que nous pensons du nationalisme écossais -

Introduction à la "gauche" - février 68 - Une brochure publiée par Aberdeen Solidarity et Glasgow Solidarity .

Freedom -hebdomadaire anarchiste - 17a Maxwell Road -Fulham SW6 -remarqué dans le numéro du 27 janvier un historique du mouvement anarchiste en Chine .

Militant - 197 Kings Cross Road - London WC 1

Direct Action - 34 Cumberland Road , London I 17

en français

Voix Ouvrière (numéros de I à 10) 29 rue de Chateau Landon Paris 10eme

Pages pratiquement toutes consacrées aux événements dans le monde , toujours de plus en plus aux dépens des informations d'entreprise.

Le Proletaire (n° 49 et 50) BP 375 - Marseille Colbert - Stalinisme et trotskysme

La Vérité (n° 539 -oct nov 67) revue de l'OCI - 39 rue du Faubourg du Temple - Paris 10

Anniversaire de la révolution russe -entre autres ,pages de Trotsky sur "Bolchevisme et stalinisme "

La Révolution Proletarienne (n° 232 et 233) 21 rue Jean Robert Paris 18eme

"Empêcher la politisation du syndicalisme " - l'insécurité de l'emploi - Vers un nouveau "retrouvez vos manches " .

Lutte de classe (Renault Jean - 73 rue Blanche Paris IX -nov -dec 67 - janv 68

Pouvoir Ouvrier (nov et dec 67) 22 rue Leopold Bellan Paris 2 - articles sur la grève

des postiers ,des agents de l'éducation nationale et sur la crise anglaise .

L'Ecole Emancipée (Le Brozec 22 Perros Guirrec - Le Congrès de la FEN vu par le SNI-

Face au conflit israélo - arabe .

La Voie (n° 14) BP n° 21 -Lagny 77 - La politique gaulliste remise en question

Initiative socialiste (n° 9,) 54 rue Monsieur le Prince Paris 6eme - La semaine Che

Guevara - Etienne Fajon ,la Voix Ouvrière ,la PSU et les hitléro-trotskyistes - La majorité FO sur les traces des staliniens .

l'Inter syndicaliste -bulletin mensuel des GSED - 1 rue Salengro - St Nazaire

Perspectives syndicalistes - 8 place Jacques Bonsergent - Paris 10eme

La feuille anarchiste (n° 3) Finster 122 avenue de Choisy Paris XIII

Echos libertaires (n° 9) Audibert BP 40 St Just - Marseille

Cahiers de l'Humanisme Libertaire - Luce Ottié 21 rue des Mathurins Bièvres

n° 138 - L'enseignement et ses problèmes - n° 139 et 140 : la crise permanente de l'anarchisme et "l'héritage de Lénine " .

Le Libertaire (n°1 - janvier 68) BP 1 - Chailles près Blois -41

Le Monde Libertaire - n° 139 février 68 - 3 rue Ternaux - Paris II

Lettre des objecteurs (n° 15-16 ,oct nov 67) Jean Kalman -cité de Bordelongue - Bat 4

Toulouse - numéro très consistant décrivant ce que font les objecteurs ,où ils en sont ,les limites qu'ils rencontrent .

Cahier des amis de Han Ryner (n° 87) 3 allée du Chateau - Les pavillons sous Bois 93

Contre-Courant (n° 152 et 153) Louis Louvet - 24-26 rue Pierre Leroux - Paris VII-dans

Le numéro 153 article sur les PTT

Esprit Libre Kras ovsky 7 rue Boucicault - Paris 15eme (n° 43)

L'Ille (n° 3 décembre 67) Jean Leclercq 125 Bd de Charonne Paris XI -Etudes et recherches littéraires ,artistiques ,historiques et sociales .

RENCONTRE INTERNATIONALE

Voici la première partie du compte rendu de la rencontre internationale qui s'est tenue à Taverny en juillet 1967 .

Y participaient des camarades anglais (Solidarity) , américains , hollandais (Acte et Pensée) , français (GLAT , ICO , Socialistes de Conseil et un camarade lié alors à l'Internationale Anarchiste) . Les camarades allemands (Francfort et Munich) qui avaient participé à la rencontre de 1966 avaient expliqué les raisons de leur abstention en 1967 (voir documents préparatoires à la conférence et les échanges publiés dans les numéros 64 et suivants d'I C O , voir aussi l'article sur I C O publié dans l'Internationale Situationniste n° II et reproduit dans ICO n° 65) . Les camarades belges , présents également en 1966 n'avaient pas répondu .

Pour être complet , ce compte rendu aurait donc dû être précédé de cet échange préalable et suivi de l'ensemble des critiques postérieures à la rencontre . Question de difficultés matérielles puisque nous ne parvenons à sortir que maintenant ce morceau de compte rendu , rédigé par un camarade d'ICO et revu par tous les camarades ayant intervenu dans la discussion . Pourtant , les textes avant et après permettaient mieux de cerner un débat qui , en 1966 comme en 1967 s'est poursuivi en marge , abordé seulement incidemment dans les séances .

C'est cette situation qui a motivé l'abstention des camarades allemands et qui a amené , au sein même d'ICO certaines critiques que l'utilité même de telles rencontres ("Taverny 2 , sans 3 j'espère" , a pu écrire un camarade d'ICO) D'autres critiques ont fait ressortir le caractère trop "théorique" des débats qui s'éloignaient de l'échange d'informations et d'expérience de lutte .

Il est bien évident que ces réflexions et ces critiques traduisent des divergences importantes entre les différents camarades ; il ne s'agit pas de les dissimuler ou de les minimiser mais de voir si elles ne s'opposent pas à un débat qui puisse apporter quelque chose aux uns et aux autres . Des reproches nous sont encore faits , notamment de la part de jeunes camarades , sur le silence fait après la rencontre de 1966 sur des positions et des textes ayant rencontré une hostilité "quasi générale " sur l'impossibilité en 1967 pour les jeunes de parvenir à exprimer ce qu'ils ressentaient , face aux discussions entre "ténors " et "spécialistes " . Peut on parvenir à dépasser la situation ainsi décrite ?

C'est aux camarades d'y répondre eux mêmes .

Lors de la dernière réunion d'I C O , l'envoi de cette lettre a été décidé . Quelques camarades d'I C O ont proposé de laisser l'initiative de l'organisation d'une rencontre internationale en 1968 à un autre groupe que celui des camarades d'I C O de la région parisienne .

En résumé , les camarades sont appelés à répondre à ces questions :

- Une nouvelle rencontre leur paraît elle souhaitable ?
- Peuvent ils en assumer l'organisation matérielle ?
- S'ils sont d'accord pour une nouvelle rencontre , quelle date leur paraît la plus propice ?
- Toujours en cas d'accord , quels thèmes de discussion pourraient y être proposés .

(Le compte rendu n'a été adressé qu'aux seuls camarades ayant participé à la rencontre de 1967 ainsi qu'à ceux qui en avaient demandé la communication . Les camarades qui désirent l'obtenir doivent le demander à l'adresse d'I C O)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.